



LEXIQUE

Afrique	Alimentation Niger Du cash pour combler le manque de vivres ?	2010.06.22
Afrique	Environnement Des pluies diluviennes font onze morts au Ghana	2010.06.22
Afrique	SOMALIE Des enfants soldats payés par les contribuables américains	2010.06.24
Amérique	ÉTATS-UNIS Marée noire et fin du monde	2010.06.23
Culture	Festival d'Afrikabidon du 14 Juillet au 15 Août 2010	2010.06.22
Culture	Le coup de cœur du bouquiniste « L'Africain du Groenland »	2010.06.22
Culture	Vasarely entre en rénovation au jas de BOUFFAN	2010.06.24
Coopération	Lomé (bientôt) propre	2010.06.23
Economie	G20 Sortir de la crise ? Oui, mais comment ?	2010.06.24
Economie	Togo La journée nationale de l'accréditation célébrée à Lomé	2010.06.22
Environnement	Togo Lomé sous les eaux après des pluies diluviennes	2010.06.22
Environnement	Inondations Le Togo à nouveau sous les eaux	2010.06.22
Environnement	TOGO Les conducteurs agacés par l'état défectueux des routes togolaises	2010.06.21
Enseignement	SADD forme les patrons d'atelier pour un apprentissage à visage humain au Togo	2010.06.24
Gouvernance	TOGO Méchanceté et cynisme cru	2010.06.22
Médias-Presse	Appel du 18 juin 2010 pour une presse libre	2010.06.24
Mémoire	Commémoration Le Togo célèbre ce 21 Juin la journée des Martyrs	2010.06.21
Politique	Togo Procès contre OBUTS l'affaire reportée pour les plaidoiries	2010.06.24
Politique	Violente répression policière et militaire 3 MORTS A LOME LE 22 JUIN 2010	2010.06.22
Politique	TOGO Que les autorités se montrent « garçons » !	2010.06.21
Politique	TOGO : Le pire des présents	2010.06.22
Politique	La Diaspora en Grande Bretagne rencontre le PM	2010.06.23
Santé	Perturbation annoncée centres de santé Agents de santé et Etat togolais à couteaux tirés	2010.06.24
Santé	Hôpitaux La grève reportée à demain 23 juin au Togo	2010.06.22
Social	Togo Les émeutes de la vie chère	2010.06.24
Social	Togo Des jeunes manifestants en prison pour « trouble à l'ordre public »	2010.06.24
Social	In English Zemidjan drivers on strike in Lome	2010.06.23
Social	Fronde sociale Togo Soulèvement populaire à Lomé : un mort et plusieurs blessés	2010.06.22
Social	Togo Poursuite des heurts entre jeunes et forces de sécurité	2010.06.24
Social	Togo Taximotos et Taximen protestent contre la hausse des prix à la pompe	2010.06.24
Social	Togo Vive tension sociale à Lomé	2010.06.22
Société	Togo Des prisonniers de Lomé s'initient à l'artisanat	2010.06.24
Sports	Mondial 2010 Le triste spectacle du ballon rond	2010.06.23
TIC	Ouvrir le débat sur la gouvernance de l'Internet au Togo	2010.06.24
U-E	Herman Van ROMPUY se profile comme l'interlocuteur clé de l'UE	2010.06.24



Afrique Alimentation Niger Du cash pour combler le manque de vivres ?

Des contraintes logistiques et financières pourraient provoquer des pénuries d'aide alimentaire à compter de juillet, et gêner ainsi la distribution de vivres à une partie des 7,1 millions d'habitants du Niger exposés à l'insécurité alimentaire, selon les Organisations non gouvernementales (Ong) et le Programme alimentaire mondial. Davantage de distributions sous forme d'espèces pourraient permettre de remédier à ce problème.

'Il y a des manques - nous n'avons pas tous les vivres que nous souhaiterions avoir, et avec les ressources que nous avons reçues, nous nous débattons pour assurer qu'il y aura des vivres à distribuer pendant la période de soudure, une phase critique', a déclaré à Irin Gianluca Ferrera, chef du Programme alimentaire mondial (Pam) au Niger. Le Pam a reçu 40 mille tonnes de vivres, sur les 113 mille tonnes requises pour 2010, et s'attend à en obtenir environ 20 mille tonnes en juillet et août. Le gouvernement dispose, quant à lui, de réserves alimentaires et de subventions d'urgence à distribuer au cours des prochains mois. Il mène à l'heure actuelle une enquête nationale, qui doit être publiée en juillet, pour déterminer les derniers besoins des populations en sécurité alimentaire.

Les organisations humanitaires parviennent relativement bien à traiter le problème de la malnutrition aiguë sévère, a estimé Patrick Barbier, chef de mission de Médecins sans frontières au Niger, mais de nombreux cas de malnutrition modérée, qui se soignent à l'aide de compléments alimentaires tels que les céréales, l'huile et les légumes secs, ne sont pas traités. M. Ferrera du Pam a fait état de difficultés 'en amont' et 'en aval' de la chaîne d'aide alimentaire. 'En amont, le problème est d'assurer que nous avons assez de fonds pour acheter les vivres dont nous avons besoin, et que nous disposons de ces fonds à temps'. Il manque au Pam 22 millions de dollars sur les 124 millions qui doivent lui permettre de se procurer 113 mille tonnes de vivres. En aval, le problème repose notamment sur la difficulté à acheminer les vivres dans les régions rurales ; l'arrivée des pluies, qui risquent de rendre les routes impraticables ; et les retards observés actuellement dans le dédouanement des vivres expédiés. Le mélange maïs-soja enrichi (Csb) du Pam vient, en majorité, des Etats-unis et d'Europe, et arrive aux ports de Lomé, au Togo, et de Cotonou, au Bénin.

Le Pam a lancé la plus grande campagne régionale d'approvisionnement qu'il ait jamais menée pour tenter de combler un déficit de 30 mille tonnes de vivres avec du maïs, du mil et des fèves du Bénin, du Ghana, du Togo, du Mali et du Burkina Faso ; jusqu'ici, la moitié de cette quantité a été achetée. Selon M. Ferrera, l'organisme augmenterait ses achats régionaux s'il pouvait obtenir les 22 millions de dollars qui lui manquent. Le Nigeria ne fait pas partie de la liste des pays envisagés pour l'achat de vivres, car le Pam a eu des difficultés à obtenir des permis d'exportation et à dédouaner les céréales qu'il a tentées d'y acheter en 2005. Malgré les importations locales, il est probable que les vivres viennent à manquer. 'Les vivres du Pam risquent de ne pas suffire à nourrir le nombre de personnes dans le besoin : d'autres solutions doivent être envisagées', a déclaré à Irin Séverine Courtiol, directrice des programmes de Save the Children, une Ong internationale, au Niger.

Des espèces ou des semences ?

'[Le versement de] cash, là où cela est possible', devra compenser le manque de vivres, selon Mme Courtiol. Il s'agit d'une solution plus rapide que les vivres, qui évite de devoir payer des droits de douane importants et de se heurter à des problèmes de livraison et de transport. Mais 'nous devons également trouver ce cash'. Dans les villes et les villages, de nombreux marchés fonctionnent bien et l'on y trouve des céréales en bonnes quantités, acheminées en bonne partie du Nigeria, du Bénin et du Burkina Faso, pouvait-on lire dans un bulletin publié en mai 2010 par le Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (Fewsnet). Ce bulletin sur Maradi, Tahoua et Zinder, des régions du sud du Niger, était fondé sur les évaluations de Fewsnet et de Concern Worldwide, une Ong qui lutte contre la pauvreté et la faim.

‘Si nous avions des espèces, je pense que ça pourrait être une possibilité, surtout dans les régions urbaines ... On peut s’attendre à ce que les marchés urbains continuent de fonctionner relativement bien’, a dit Mme Courtiol. D’après M. Ferrera, dans les régions rurales, la situation des marchés est variable, mais en général, le prix des céréales augmente et les importations diminuent, comme il est de coutume pendant la période de soudure. Save the Children a élargi ses distributions de cash à Aguié et Tessaoua, des districts de la région de Maradi, dans le sud du Niger, avec l’aide de la Commission européenne et du gouvernement américain.

Concern Worldwide propose aux familles vulnérables de recevoir soit des semences à planter, accompagnées d’une petite somme d’argent, soit une aide mensuelle en espèces de 37 dollars (20 mille Cfa), versée par le biais des téléphones portables de janvier à septembre. Dans la province de Tahoua, dans le sud-ouest du Niger, des engrais, des vivres et des aliments thérapeutiques pour les enfants souffrant de malnutrition sévère sont également fournis (...).

(Afrik.com)



Afrique Environnement Des pluies diluviennes font onze morts au Ghana

mardi 22 juin 2010 - Des pluies diluviennes ont coûté la vie dimanche à onze personnes à Tema, une ville portuaire de 30 km située à l’est d’Accra, la capitale ghanéenne, ont affirmé lundi les officiels de l’Organisation nationale de gestion des catastrophes (NADMO).

L’organisme des secours a affirmé avoir retiré onze corps noyés dans les inondations qui ont suivi la pluie diluvienne de dimanche. La pluie torrentielle, qui s’est abattue pendant dix heures de temps, a détruit des propriétés d’une valeur de plusieurs millions de dollars américains et fait des milliers de sans-abris. Un pont reliant le Ghana à la République du Togo sur le corridor Est s’est effondré pendant la pluie diluvienne, bloquant les voyageurs des deux pays d’Afrique de l’ouest.

Les informations venant des régions du centre, de l’Est et du Volta du pays ont fait état de vastes étendues de terrain englouties sous les eaux et de nombreuses communautés coupées du reste du pays.

Selon les officiels de la NADMO, deux des victimes ont été retrouvées coincées sous un tunnel de la ligne directe Accra-Tema, une voie majeure venant de l’Est du pays, à quelque 18 km au sud- est d’Accra.

Les officiels de l’agence des secours ont travaillé pendant la nuit avec le soutien de la marine ghanéenne et d’autres éléments de la sécurité pour évacuer près de 5.000 personnes dont les maisons étaient inondées à Tema. La NADMO a distribué des secours à plus de 15.000 victimes. (Xinhua)

The New York Times **Afrique SOMALIE Des enfants soldats payés par les contribuables américains**

Financé par les Etats-Unis, le gouvernement de transition envoie au front des gamins qui n'ont parfois même pas 10 ans. Washington et Mogadiscio n'ont jamais ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant.

23.06.2010 | Jeffrey Gettleman | [The New York Times](#)



© AFP Un enfant-soldat en Somalie.

- [Voir la vidéo du "New York Times"](#)

DE MOGADISCIO

Awil Salah arpente les rues de la ville en ruine. Les vêtements qu'il porte sont en lambeaux, et rien ne le distingue des autres gamins du coin. Rien, sauf peut-être la kalachnikov chargée qu'il porte à l'épaule et aussi le fait qu'il travaille pour une armée régulière qui est financée par les Etats-Unis. "Arrête", lance-t-il en brandissant son arme à l'adresse d'un homme qui tente de franchir le barrage. Soudain, la colère défigure son visage angélique. Le chauffeur s'arrête immédiatement. En Somalie, la vie ne vaut pas cher et personne ne se risque à contredire un gamin de 12 ans lorsqu'il est en colère.

Tout le monde sait que les rebelles islamistes de Somalie enrôlent des enfants sur les terrains de foot pour en faire des soldats. Mais Awil n'est pas un rebelle. Il travaille pour le gouvernement fédéral de transition somalien, pièce maîtresse de la stratégie américaine antiterroriste dans la Corne de l'Afrique. Selon les associations de défense des droits de l'homme en Somalie et des représentants des Nations unies, le gouvernement somalien – dont la survie dépend de l'aide de la communauté internationale – envoie des centaines d'enfants sur le front, dont certains n'ont pas plus de 9 ans.

On trouve des enfants soldats partout dans le monde, mais, selon les Nations unies, le gouvernement somalien fait partie des pays qui s'obstinent à violer la convention relative aux droits de l'enfant, au même titre que des groupes rebelles comme l'Armée de résistance du Seigneur [mouvement d'origine ougandaise composé à 80 % d'enfants et qui sévit notamment en République centrafricaine et au Sud-Soudan]. Les représentants du gouvernement somalien reconnaissent ne pas avoir été très regardants. Ils ont également révélé que le gouvernement américain leur apportait une aide financière pour rémunérer les soldats, une information confirmée par Washington. Ces enfants soldats sont donc payés par le contribuable américain. L'ONU aurait offert au gouvernement somalien de l'aider à démobiliser ces enfants. Mais les dirigeants somaliens sont paralysés par des dissensions internes très graves et n'ont pas donné suite. Plusieurs hauts fonctionnaires américains ont exprimé leurs inquiétudes et appelé leurs homologues somaliens à davantage de discernement. Mais ils reconnaissent leur impuissance à garantir que l'argent des Américains ne sert pas à armer des enfants. Selon l'UNICEF, seuls deux pays n'ont pas ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant, qui interdit le recours aux enfants soldats de moins de 15 ans : les Etats-Unis et la Somalie. Pour de nombreux groupes de défense des droits de l'homme, cette situation est inacceptable, et même Barack Obama, lors de sa campagne présidentielle, l'avait reconnu. "C'est ennuyeux de se retrouver aux côtés de la Somalie, un pays qui vit dans l'anarchie", avait-il déclaré.

Toute une génération qui a grandi dans la rue

Dans tout le pays, des visages poupins arborent des armes imposantes. Ils tiennent des barrages et n'hésitent pas à arrêter des énormes 4 x 4 même s'ils arrivent à peine à la hauteur du capot... Les représentants du gouvernement somalien reconnaissent ne pas avoir fait de détails : il leur fallait lever une armée au plus vite. *"Je vais être honnête avec vous, nous recrutons toute personne capable de porter une arme !"* admet un de ces représentants, qui a tenu à conserver l'anonymat. Awil a d'ailleurs du mal à tenir la sienne. Elle pèse environ 5 kilos. La courroie lui scie l'épaule et il est constamment en train de la changer d'épaule en grimaçant. Parfois, son camarade Ahmed Hassan vient lui donner un coup de main. Ahmed a 15 ans, il raconte qu'il a été envoyé en Ouganda, il y a plus de deux ans, pour une formation militaire. Cette information est difficilement vérifiable. Une chose est sûre, des conseillers militaires américains ont participé à la formation des soldats somaliens en Ouganda. *"J'y ai appris à tuer avec un couteau"*, explique Ahmed avec enthousiasme. Les enfants n'ont pas beaucoup de perspectives d'avenir en Somalie. Après la chute du gouvernement, en 1991, une génération entière de gamins a grandi dans la rue. La plupart des enfants ne sont jamais allés à l'école publique et n'ont jamais joué dans un parc. Comme tant d'autres enfants somaliens, la guerre a endurci prématurément Awil. Il adore fumer et il est accro au qat, une feuille amère qui se mâche et lui permet d'oublier la dure réalité pour quelques heures. Abandonné par ses parents qui avaient fui pour le Yémen, il a rejoint une milice à 7 ans. Il vit désormais avec d'autres soldats du gouvernement dans un bouge jonché de paquets de cigarettes et de vêtements sales. Awil ne sait même pas quel âge il a exactement. Ici, les certificats de naissance sont rares.

Il gagne environ 1,50 dollar [1,20 euro] par jour, mais, comme pour la plupart des militaires, la solde est irrégulière. Son lit est un matelas couvert de mouches qu'il partage avec deux autres enfants, âgés de 10 et 13 ans. *"Il devrait être à l'école, reconnaît son chef. Mais il n'y a pas d'école !"*

Awil est chaque jour exposé à une foule de dangers, notamment les échanges de tirs entre factions rivales au sein même de son armée. Le gouvernement somalien est gangrené par les divisions. *"J'ai perdu espoir"*, affirme Cheikh Yusuf Mohamed Siad, ministre de la Défense, qui a démissionné début juin avec plusieurs autres ministres. *"Cette mission internationale ne sert à rien."* Awil sait que les conseillers du président ont planifié une opération militaire pour reprendre lentement Mogadiscio, aux mains des rebelles. Il a hâte d'en découdre.

The New York Times **Amérique ÉTATS-UNIS Marée noire et fin du monde**

La fin du pétrole est un scénario catastrophe dont les conséquences pourraient être dramatiques. De plus en plus d'Américains s'y préparent et envisagent la vie d'après, raconte le New York Times.

23.06.2010 | John Leland | [The New York Times](#)



© Brendan Smialowski for The New York Times

Les préparatifs de Jennifer Wilkerson pour un monde sans pétrole, elle cultive sa propre nourriture dans sa cuisine -

[Voir l'article original du "New York Times"](#)

Ce samedi-là, pendant que le pétrole continue de se déverser dans le golfe du Mexique, Jennifer Wilkerson passe trois heures au téléphone à parler de la vie après le pétrole. Trente-trois ans, démocrate modérée, conceptrice d'interfaces informatiques, elle vit à Oakton, en Virginie. La marée noire renforce son obsession : la consommation de pétrole épuise les réserves mondiales. Elle s'inquiète de l'après : pénurie alimentaire, effondrement de l'économie, disparition de l'ordre civil. [Son coup de téléphone](#) entre dans le cadre d'un cours de survie.

En période de crise, la fin du monde fait fureur. Les Américains sont depuis longtemps fascinés par les scénarios catastrophe, de l'explosion démographique au réchauffement climatique, en passant par la guerre froide. Les Cassandra font aujourd'hui une nouvelle fixation : la fin du pétrole. Pour eux, les réserves ont atteint leur niveau maximum en 2008 et vont rapidement décliner, entraînant l'économie avec elles. En 2005, Roscoe [G. Bartlett](#), représentant républicain du Maryland, et Tom Udall, représentant démocrate du Nouveau-Mexique (aujourd'hui sénateur) ont même créé [au Congrès la commission sur la fin du pétrole](#).

André Angelantoni, lui, n'entend pas prendre de risques. Il a stocké des provisions dans sa maison de San Rafael, en Californie, et converti ses investissements en or et en argent. La baisse des ressources pétrolières aura des effets brutaux, assure-t-il.



M. Angelantoni, 40 ans, est concepteur de sites web et fondateur de la société [Post Peak Living](#), qui propose des cours par téléphone et en ligne pour survivre après le pétrole. Il a commencé à s'intéresser à la fin du pétrole après s'être penché sur le réchauffement climatique parce qu'il pensait que l'impact en serait plus brutal. *"Le débat sur la fin du pétrole en est là où en était le débat sur le réchauffement climatique il y a vingt ans."* Comme pour plusieurs des participants au cours par téléphone, ses préoccupations ont tendu sa relation avec sa femme et créé une distance "infranchissable" entre eux.

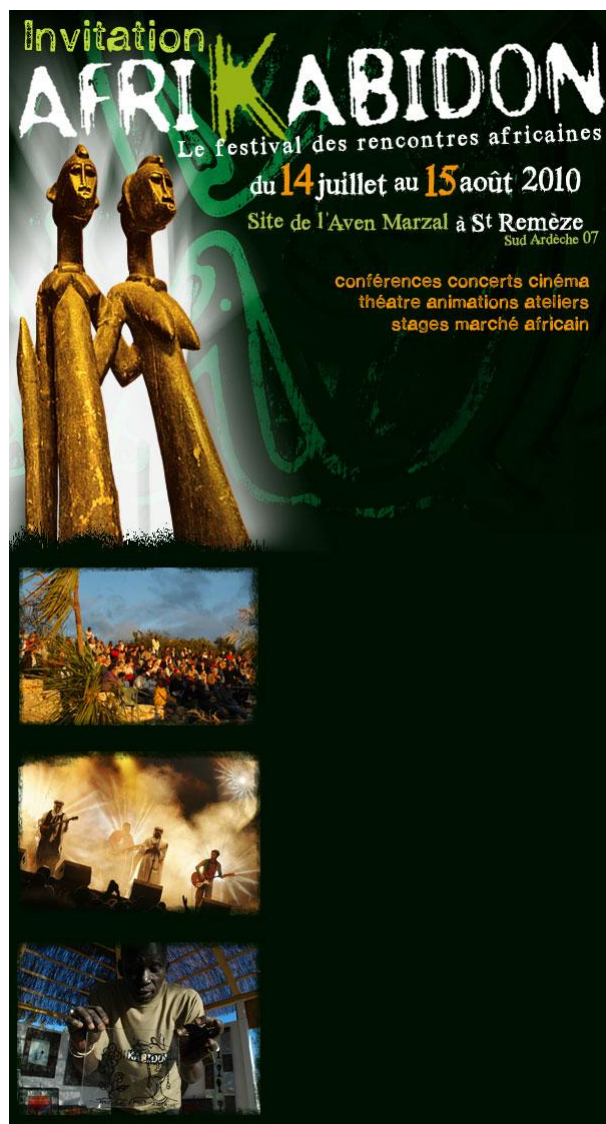
"Les gens ont beaucoup de mal à comprendre que notre forme d'économie est en train de s'écrouler. Ils pensent que, comme ça ne s'est pas encore produit, ça n'arrivera jamais", déplore-t-il.

Les livres sinistres se vendent comme des petits pains, comme [La Fin du pétrole : le vrai défi du XXI^e siècle](#), de [James Howard Kunstler](#), ou [Pétrole : la fête est finie !](#), de [Richard Heinberg](#). Jennifer Wilkerson a lu une vingtaine d'ouvrages sur le sujet et ce qui s'ensuivra. A un moment, elle s'est sentie déprimée à son travail et a eu du mal à discuter avec son mari. Ses collègues de travail lui ont carrément dit qu'ils *"en avaient marre d'entendre parler de ça"*, raconte-t-elle. *Ils trouvaient que j'exagérais de penser que tout allait s'effondrer.* Elle ajoute : *"J'étais prête à quitter le pays pour me lancer dans l'agriculture bio mais j'ai appris que ce n'est pas comme ça qu'il faut faire. Il faut une communauté."*

[Transition US](#), rejeton d'une association britannique qui aide les villes à se préparer à une vie après le pétrole, a commencé avec deux cellules en 2008 et en compte aujourd'hui 68. Entre autres projets, elle propose la création de potagers communautaires et l'établissement d'une monnaie locale au cas où la monnaie nationale s'effondrerait. Même si l'association a connu une croissance rapide, le mouvement a été bien plus facile à faire passer en Grande-Bretagne, explique [Raven Gray](#), venue aux Etats-Unis pour y monter une branche. Si les Américains adhèrent volontiers aux scénarios de fin du monde, ils sont moins susceptibles de travailler ensemble à la façon d'y survivre, explique-t-elle. *"Il y a beaucoup de tenants de l'apocalypse dans les cercles écologistes. Nombre d'entre eux ont été scandalisés qu'on présente une vue optimiste de l'avenir. Nous sommes poussés par une vision sombre mais nous sommes en train de passer à un tableau positif de ce qu'on peut faire."* Mme Wilkerson fait désormais pousser des légumes dans sa cuisine. Le cours, qui coûte 175 dollars, l'a encouragée à aller dans cette direction.

"Qu'il y ait ou non effondrement, être capable d'apprendre à d'autres comment cultiver de quoi manger pour pouvoir faire face à l'adversité, c'est du temps bien investi", déclare-t-elle.

Culture Festival d'Afrikabidon du 14 Juillet au 15 Août 2010



Afrikabidon vous convie à la deuxième édition du Festival d'Afrikabidon du 14 Juillet au 15 Août 2010.

Cette année, c'est sur le site de l'Aven Marzal à Saint Remèze (à 20 minutes de Montélimar, 2 heures de Marseille et de Lyon) que tous les curieux, voyageurs, passionnés et autres amoureux du continent africain pourront à nouveau profiter des rencontres culturelles et artistiques que propose notre Festival.

Dans une ambiance conviviale, alterneront conférences et regards croisés, concerts rythmés, animations ludiques et variées, ateliers menés par des passionnés, stages de peinture, de musique et de sculpture. Une multitude d'occasions qui favoriseront la rencontre, l'échange et la valorisation des richesses du continent africain !

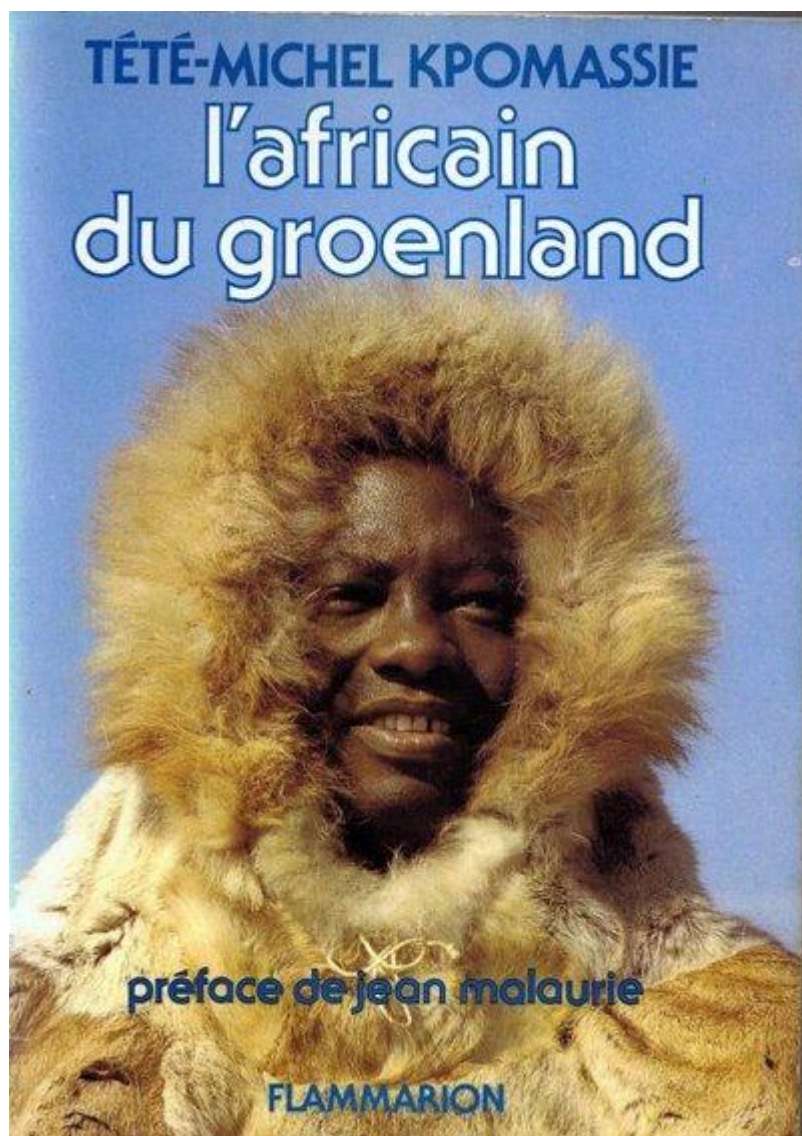
Des conférences « regards croisés » seront animées par d'éminentes personnalités africaines et françaises telles que la géographe Sylvie Brunel, l'agronome philosophe Pierre Rabhi, le professeur Henry de Lumley, les ex-ministres Jacques Godfrain et Jean-Marie Bockel... qui viendront partager avec nous leur connaissance de l'Afrique et de ses problématiques en abordant chaque semaine différentes thématiques.

Des concerts sous notre chapiteau limité à 700 entrées présenteront des groupes de grande qualité tel que Amadou et Mariam, Toko Blaze, Dobet Gnahore, ou encore Ibrahim Djo qui viendront vous faire vibrer au rythme de l'Afrique !

Des ateliers et des stages d'une journée, de quelques jours ou d'une semaine, animés par des professionnels passionnés, mettront à l'honneur la grande richesse de l'artisanat et du savoir faire africain et vous permettront d'apprendre ou de vous perfectionner aux croquis, sculpture, danses, musique,...

L'association Afrikabidon donne une nouvelle fois la possibilité à l'Afrique francophone de venir à la rencontre du public français. En effet, le Mali, la Mauritanie, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Niger, la Guinée, l'Algérie, le Cameroun, le Togo ou encore le Bénin seront représentés tout au long de ce Festival !

Réservez donc dès à présent vos places pour cette nouvelle édition d'Afrikabidon ! Nous vous y attendons.



« L'Africain du Groenland » de Tété-Michel Kpomassie.

Michel Kpomassie est né à Atoéla au Togo, d'un père qui vit selon la tradition. Il a, dans son complexe de cases, huit épouses. Electricien de son métier, ce père s'est toujours refusé à se convertir au christianisme et considère les prêtres blancs comme des sorciers. Sa mère, la troisième épouse, est illettrée. Il a vécu ses six premières années avec ses oncles maternels et les a accompagnés à la chasse au phacochère. Michel a vingt-six frères et sœurs. A 16 ans, après avoir subi un choc psycho-physiologique qui l'affecte profondément, il lit un livre sur les Esquimaux.

Une fulgurance singulière le traverse. Il se découvre, lui, l'homme de la forêt tropicale, avec ces hommes du Grand Nord, de profondes affinités et n'a plus désormais de cesse que de retrouver « son » peuple, dont l'âme le fascine. Ce choc a décidé de sa vie et ce livre est le récit de son long périple du Togo vers Dakar, puis de Marseille à Copenhague, pour arriver enfin sur la côte ouest du Groenland et découvrir ses habitants.



Culture Vasarely entre en rénovation au jas de BOUFFAN



Intégration est la première œuvre rénovée du maître de l'art optique. p. magnien / 20 minutes
Créé le 24.06.10 à 03h51 -- Mis à jour le 24.06.10 à 03h51

Premier symbole d'une renaissance. La Fondation Vasarely doit inaugurer demain la première restauration d'une œuvre monumentale du maître de l'art optique, sur le site du Jas de Bouffan. Jusqu'à fin 2009, la fondation avait été paralysée par une guerre ouverte entre les héritiers du peintre et par le détournement de la majeure partie de ses 1 300 œuvres et 18 000 sérigraphies durant la présidence de l'ancien doyen de la fac de droit, **Charles Debbasch, réfugié depuis au Togo.**

Echéance 2013

Depuis, la justice a confié la gestion de la fondation à Pierre Vasarely, petit-fils de l'artiste. Lancée en 2006, la réhabilitation de l'œuvre *Intégration* marque une étape. « Nous rentrons complètement dans une phase de rénovation de la fondation, explique Pierre Vasarely. Nous venons d'engager un programmiste pour faire un état des lieux du bâtiment et des collections, et nous proposer en septembre un calendrier et un budget pour la réhabilitation. » L'ensemble pourrait aller « assez vite » selon Pierre Vasarely, « 2013 serait une échéance évidente ». D'ici là, la fondation veut poursuivre une politique de médiation culture, d'expositions d'art contemporain et de concerts.

Le tout – investissement et fonctionnement – toujours principalement sur fonds privés. « Nous avons plusieurs contacts auprès d'entreprises françaises et étrangères. Je crois beaucoup au mécénat », assure Pierre Vasarely. L'an dernier, le site du Jas de Bouffan avait accueilli plus de 25 000 visiteurs. La fondation mise sur un doublement de sa fréquentation sous trois à quatre ans. Un projet qui pourrait nécessiter de revoir les accès au site, qui doit également accueillir la future école d'art d'Aix-en-Provence. **Frédéric legrand**



Coopération Lomé (bientôt) propre



Publié le 23/06/2010 - Le grand Lomé compte aujourd'hui environ 1,5 million d'habitants ; ils seront 2,5 millions en 2025. La capitale s'étend chaque jour un peu plus, largement au-delà de son périmètre administratif. De fait, de nombreux habitants ne sont pas en mesure de bénéficier des services publics de base. L'assainissement défaillant entraîne des inondations périodiques de la partie basse de la ville - on l'a encore constaté il y a quelques jours - et la collecte des ordures ménagères est peu efficace.

Ces secteurs constituent deux priorités en matière d'amélioration de l'environnement urbain. Sur le plan de la gestion des services urbains, les finances municipales sont exsangues, les capacités de maîtrise d'ouvrage très faibles et aucune programmation n'est élaborée.

Heureusement, les choses sont en train de changer grâce au Projet d'environnement urbain de la ville de Lomé (PEUL) qui devra permettre d'améliorer sensiblement l'environnement en luttant contre les inondations, le dépôt sauvage des déchets et les difficultés financières et managériales de la municipalité.

Dans ce cadre, le ministre de l'Administration territoriale, Pascal Bodjona, le Maire de Lomé et l'Ambassadeur de France au Togo, Dominique Renaux, inaugureront vendredi à Bé Avéto 7 dépotoirs intermédiaires, de 6 centres de transfert et de 60 conteneurs, réalisés à travers le projet.

PEUL est financé par l'Union européenne, l'Agence française de Développement (AFD), la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et la Banque mondiale.

Réunis au Canada, les dirigeants des principaux pays industrialisés et émergents auront de la peine à se mettre d'accord sur une stratégie économique commune. Les principaux participants ont des approches radicalement différentes.

24.06.2010 | Bob Davis, Marcus Walker | [The Wall Street Journal](http://www.wsj.com)



© Droits réservés Le Sommet du G20 se déroulera sous haute protection du 25 au 27 juin, à Toronto

Craignant que la fragile économie mondiale ne replonge dans la récession comme cela s'est produit dans les années 1930 sous le gouvernement Hoover, le président Obama va demander ce week-end à ses homologues du G20, réunis au Canada, de maintenir un certain niveau de dépenses pour soutenir la croissance. Mais en ce moment, les dirigeants du monde entier penchent plutôt pour l'austérité budgétaire. Les responsables européens se montrent en effet de plus en plus prudents dans leurs dépenses. Ils ont été échaudés par le sort de la Grèce, où la confiance des investisseurs a été détruite par l'envolée de la dette et le risque d'une cessation de paiements, entraînant la création d'un fond de secours de presque mille milliards de dollars.

En Chine, les autorités craignent pour leur part que le maintien des plans de relance n'engendre des bulles d'actifs qui finiront par exploser. Pour les économistes, si la Chine s'est engagée samedi dernier à assouplir son système de taux de change, c'est peut-être, entre autres raisons, pour résister à l'inflation en rendant les importations moins chères. L'annonce selon laquelle Pékin pourrait renoncer à l'indexation du yuan sur le dollar a enlevé une épine dans l'agenda du G20. Un clou chassant l'autre, les causes de tension à Toronto seront maintenant la politique budgétaire, la faiblesse de la demande domestique et les gros excédents commerciaux de l'Allemagne et du Japon. Le Canada, dont le statut de pays hôte du sommet renforce son poids dans le G20, exhortera ses pairs à réduire leur déficit de 50% d'ici 2013.

Le Japon, qui a accumulé des dettes gigantesques au cours des vingt dernières années pour sortir du marasme économique, s'engage lui aussi sur la voie de la rigueur. Le nouveau Premier ministre, Naoto Kan, qui a pris ses fonctions le 8 juin, veut progressivement doubler la taxe sur la consommation - elle est actuellement de 5 % - et maintenir le prochain budget au même niveau que celui de cette année. A en croire un membre du gouvernement américain, la division entre les chefs d'Etat ne serait qu'apparente.

Selon lui, les pays industrialisés et les pays en voie de développement membres du G20 prennent à peu près les mêmes mesures, limitant doucement les dépenses publiques tout en essayant de convaincre les marchés et leurs électeurs qu'ils parviendront à réduire les déficits d'ici trois à cinq ans.

Ce week end à Toronto, le débat tournera autour de la question suivante : quelle est la plus grande menace pour la croissance, une baisse de la demande ou une escalade de la dette ? *"Le principal sujet de conversation sera la vitesse à laquelle il faut sortir des plans de relance budgétaire"*, affirme Kenneth Rogoff, professeur à Harvard et ancien économiste en chef du FMI. *"Les Etats-Unis se trouvent à un extrême, [encourageant la croissance] alors que le reste du monde est beaucoup plus anxieux."* Depuis la réunion d'avril 2009 à Londres, les Etats-Unis ont poussé le G20 à miser sur les plans de relance, alors que l'Allemagne, la France et d'autres pays européens mettaient plutôt l'accent sur la réglementation financière. Les Américains ont emporté cette première manche. Dans leur ensemble, les membres du G20 ont augmenté leurs dépenses budgétaires en 2009 et 2010 d'au moins 2 % de leur PIB pour lutter contre la récession. La régulation financière est passée au deuxième plan. Réunis début juin en Corée du sud, les pays du G20 se sont simplement mis d'accord pour durcir la réglementation bancaire vers la fin 2010.

La question de la croissance est aujourd'hui plus nuancée - et politiquement délicate. La semaine dernière aux Etats-Unis, les démocrates au Sénat ne sont pas parvenus à réunir suffisamment de voix pour prolonger les allocations chômage et les avantages fiscaux accordés aux entreprises et débloquer des subventions pour les gouvernements des Etats et les professeurs des écoles publiques. En Europe, les économies plus solides comme l'Allemagne et la France commencent à réduire progressivement leurs dépenses budgétaires, alors que l'Irlande, le Portugal l'Espagne [et la Grande-Bretagne] procèdent à des coupes douloureuses. La Chine a pour sa part commencé à utiliser le levier bancaire pour freiner la croissance. Le volume des prêts accordés cette année est d'environ 30 % inférieur à celui, astronomique, de l'année dernière. Enfin, le Brésil cherche également une façon d'éviter la surchauffe de l'économie. Dans le même temps, le gouvernement continue toutefois à prêter à des taux inférieurs à ceux du marché, et à prendre d'autres mesures en faveur de la croissance.



Economie Togo La journée nationale de l'accréditation célébrée à

Lomé



La journée mondiale de l'accréditation célébrée le 9 juin de chaque année, a été observée sur le plan national, le mardi 15 juin à Lomé sous le thème « L'acceptation mondiale de l'accréditation ». Cette journée a été initiée par le comité national de pilotage du programme « Qualité » de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Ce programme est financé par l'Union Européenne (UE) et accompagne les laboratoires de la sous région dans leur démarche pour obtenir l'accréditation qui constitue l'un des cinq piliers de la qualité après la normalisation, la certification, la métrologie et les essais.

La journée a permis aux participants notamment des représentants des laboratoires et services d'approfondir leurs connaissances sur l'accréditation et son utilité, de s'imprégner de l'expérience de l'Institut National d'Hygiène (INH) ainsi que de l'Institut Togolais de Recherches Agronomiques (ITRA), tous deux accompagnés par le programme dans la démarche d'accréditation. Ouvrant les travaux, le ministre de l'Industrie, de la Zone franche et des Innovations technologiques, Bakalawa Fofana, a déclaré que le recours à l'accréditation s'impose de nos jours, eu égard au contexte mondial actuel caractérisé par la globalisation des échanges et par des exigences de plus en plus accrues en matière de qualité, de protection de consommateurs et de l'environnement. « Le gouvernement est conscient de l'ampleur de la tâche et est en train de s'organiser en vue de donner à l'accréditation la place qui lui revient », a-t-il précisé. L'accréditation, en matière de qualité est la reconnaissance formelle par un organisme faisant autorité, de la compétence d'un organisme pour procéder à des évaluations de conformité. Elle permet entre autre, la reconnaissance internationale des résultats d'un laboratoire et constitue la preuve irréfutable de sa compétence technique. **(ATOP)**

LOMECITE Enseignement SADD forme les patrons d'atelier pour un apprentissage à visage humain au Togo



Jeudi, 06.24.2010, 02:28pm (GMT)

Dans sa lutte pour un travail décent aux apprentis tant couturiers que tailleurs, l'association solidarité et action pour le développement (SADD) ne ménage aucun effort.

Après avoir dénoncé les mauvais traitements qu'ont subi et continuent de subir les apprentis au Togo, SADD est finalement sur la bonne voie.

En réussissant son pari, celui de voir les apprentis prendre à part à l'examen du CFA organisé par l'Etat dans le secteur et qui correspond à un diplôme de fin d'apprentissage et non à une attestation de fin d'apprentissage, revoilà SADD aujourd'hui sur une autre initiative, toujours pour la cause de la jeunesse togolaise.

L'association a organisé depuis ce jeudi dans la capitale togolaise, un grand atelier de formation que prennent part une trentaine de personnes, patrons d'atelier et responsables de syndicats.

Cet atelier destiné à former des formateurs d'expérimentation de production de perfectionnement de couture au Togo, est axé sur le thème « pour un apprentissage à visage humain, le Synctato opte pour un travail digne et décent ».

Il s'agit de chercher des voies et moyens pour perfectionner les participants et à mieux les outiller pour une meilleure application des lois et textes régissant le travail au Togo. Il a été financé par le Service de Coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'ambassade de France au Togo.

Différents sous thèmes notamment « le travail décent dans le secteur informel : cas des ateliers de couture artisanale », « l'apprentissage et son cadre juridique » ou encore « les relations de travail entre patrons et apprenants dans la législation togolaise : le cas de l'apprentissage » vont être développés au cours de cette rencontre qui va durer 04 jours.

Il s'agit dit Mr Yves Dossou, président de SADD d'accompagner et d'amener le synctato à « rentrer dans une dynamique de travail décent pour un apprentissage à visage humain » au Togo.

« Au moment où nous avons posés le problème, il y avait une incompréhension, mais après de longues discussions avec un certain nombre de syndicats, on a fini par se comprendre », fait-il savoir.

« Nous estimons au Togo que pendant longtemps, le droit des apprentis ont été violés par les patrons. Nous avons évoqués le cas des longues heures de travail, le non respect des jours fériés, le harcèlement sexuel de certains patrons », a indiqué M. Dossou

Mr Prince Agbodjan, secrétaire général du syndicat national des tailleurs et couturiers du Togo, (synctato) s'est dit content de cette initiative.

« Nous sommes en train de former ceux qui seront des encadreurs de ce centre. En dehors du travail technique, il y a des choses que nous devons apprendre en matière d'apprentissage notamment la législation du travail, quelle relation doit exister entre l'apprenant et le patron », a affirmé M. Agbodjan.

C'est le ministre Ali Diabacté, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle qui a ouvert les travaux.

« Je souhaite que cette initiative fasse tache d'huile donc que les autres corporations syndicales vous emboîtent les pas », a déclaré M. Diabacté. Cela vous permettra de vous retrouver, de vous connaître et de maintenir la cohésion socioprofessionnelle », a déclaré M. Diabacté, qui vient d'ouvrir pour une première fois, un atelier depuis sa prise de fonction.

« Cet atelier se justifie bien parce que, nous avons construit un centre baptisé « centre d'expérimentation de production et de recyclage de perfectionnement des couturières et tailleurs du Togo ». Nous sommes en train de former ceux qui seront des encadreurs de ce centre. En dehors du travail technique, il y a des choses que nous devons apprendre en matière d'apprentissage notamment la législation du travail, quelle

relation doit exister entre l'apprenant et le patron. Enseigner à un adulte, demande beaucoup de tact, c'est pour cela que cet atelier est organisé.

Apprentissage à visage humain, c'est de faire en sorte qu'on élimine certaines pratiques des patrons envers leurs apprentis notamment, les longues heures des travaux, les punitions corporelles, bref tout ce qui est refusé par la loi pour que cesse cette pratique cesse, a expliqué M. Agbodjan aux journalistes.

Sadd a été créée en 2001 et opérationnelle en 2003. C'est une association qui lutte pour une éducation à la citoyenneté, à la promotion des droits de l'homme. SADD et a axé son action surtout dans le domaine des droits économique socio culturel des apprentis et des travailleurs du Togo

La Rédaction lomecite.com



Environnement Lomé sous les eaux après des pluies diluviennes

Une forte pluie abattue tôt le 20 juin sur Lomé a provoqué une grave inondation dans la capitale togolaise, empêchant les habitants de vaquer à leurs activités.

Publié le 21-06-2010 Source : Pana Auteur : Pana

A Nyékonakpoe, quartier ouest de la capitale, les eaux de la lagune ont débordé et envahi les rues et habitations.

A Tokoin Gbadago, quartier au centre de la capitale, les maisons et les chambres sont inondées d'eau, obligeant les habitants à prendre des objets nécessaires et chercher d'autres abris.

Nukafu, quartier à la lisière du nord de Lomé, est devenu quant à lui méconnaissable. A certains endroits, l'eau atteint plus de 1,5 m, voire 2 m et l'on a constaté l'effondrement de murs et des maisons sous la pression de la pluie.

On rappelle qu'il y a de cela une dizaine de jours, ce quartier avait enregistré 3 décès pour cause de pluie: des enfants de 5, 6 et 14 ans noyés dans l'eau de pluie dans leurs maisons.

Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le colonel Mohamed Atcha Titikpina, a révélé sur les ondes de la télévision nationale en début d'après-midi que le gouvernement planifie des opérations de secours et que le Plan ORSEC (Organisation de secours) mis en veilleuse va bientôt être réactivé pour secourir les populations en proie à l'inondation.

Pour l'instant, les sapeurs-pompiers ainsi que des forces de sécurité sont à pied d'œuvre pour apporter du secours aux victimes de l'inondation.

Depuis trois années successives, le Togo est en proie à des pluies diluviennes pendant la saison pluvieuse, qui débute entre fin mai et début juin pour prendre fin en fin juillet ou début août.



© D.R. Les habitants de Lomé, les pieds dans l'eau

Publié le 21-06-2010 Source : Pana Auteur : Pana

Environnement Inondations Le Togo à nouveau sous les eaux



Photographie prise par Sylvio Combey, ce matin dans le centre-ville de Lomé.

21/06/2010 / TOGO Après des semaines de pluies diluviennes, Lomé, la capitale du Togo, demeure inondée. Trois enfants sont morts emportés par les eaux à Nukafu, au nord de la capitale, le 9 juin. De nombreuses maisons ont été dévastées dont celle du joueur de football Emmanuel Adébayor.







Photographies prises par Sylvio Combey, ce matin dans le centre-ville de Lomé.



Le grand marché de Lomé, par Sylvio Combey.

[Sylvio Combey](#)

"Les autorités n'ont tiré aucune leçon des inondations qui ont secoué le pays en juin 2008"

Sylvio Combey est journaliste freelance à Lomé. Il tient le blog [Sylvio Combey](#).



Les autorités n'ont pas suffisamment tiré de leçons des inondations qui ont secoué le pays en juin 2008, entraînant l'effondrement d'une dizaine de ponts.

La situation devient assez préoccupante. Les quartiers de Kagomé, Bè-Kpota, Ahadji-Kpota, Adakpamé, Adamavo et Baguida sont sous l'eau. Des routes sont devenues quasiment impraticables par manque de rigoles. Certaines retenues d'eau ont débordé de leur vase.

Le phénomène est aussi grave en plein centre-ville. Au grand marché de Lomé, réputé pour attirer des commerçants de tous les pays d'Afrique, certaines artères sont impraticables avec des trous béants en plein centre.

Mais ce n'est malheureusement pas nouveau au Togo. La situation rappelle encore les phénomènes d'inondation qu'a connus le pays en juin 2008, entraînant l'effondrement d'une dizaine de ponts, perturbant le trafic routier et l'activité économique du pays pendant plusieurs mois. Et les autorités, comme la ministre Ibrahima Memounatou, en charge de la solidarité nationale, préfère distribuer des sardines, du riz, du savon et des couvertures plutôt que d'apporter un secours structurel aux sinistrés.

Le gouvernement accuse les sinistrés d'avoir construit dans des zones inondables. Pourtant, même le centre-ville de la capitale est inondé. Prétendent-ils que Lomé est aussi une zone inondable ? Encore une fois, les autorités ont montré au grand jour l'amateurisme qu'ils ne cessent de cultiver.



Environnement TOGO Les conducteurs agacés par l'état défectueux des routes togolaises



Lundi, 21 Juin 2010 13:24 - Les premières pluies de cette année engendrent déjà des dégâts. C'est la psychose au sein des populations qui ont encore en mémoire les conséquences fâcheuses des inondations de juillet 2008. « Allons-nous vivre le même scénario ? », s'interrogent nombre de Togolais. On se rappelle encore que dans leur fureur, les eaux avaient causé beaucoup de dommages aux paisibles citoyens.

Des pertes en vies humaines avaient été enregistrées, habitations, champs, ponts et ponceaux emportés par les eaux. Le Togo était divisé en deux suite à l'effondrement du pont d'Amakpapé. Les eaux avaient également emporté le Premier ministre d'alors, Komlan Mally qui avait rendu le tablier. Si les autorités avaient rétabli quelques ponts, notamment ceux de Togblékopé et d'Amakpamé, les routes sont restées en mauvais état. C'est la croix et la bannière quand on veut se rendre à l'intérieur du pays. « Le passage dans des nids-de-poule nous donne des maux de dos et de hanches », explique une commerçante de légumes. Il faut, déplore une autre, déboursier de l'argent pour prendre des médicaments. « C'est un manque à gagner pour nous », peste-t-elle.

C'est la grogne dans le monde des conducteurs à cause de l'état désastreux des routes. Les travaux de réfection entrepris entre-temps se font à une vitesse de tortue. « On ne sait pas ce qu'on fait avec nos sous. On paie à chaque passage 300F FCA. Mais on continue de rouler sur des routes en état de délabrement avancé », peste Karim, conducteur de bus Lomé-Kara, avant d'ajouter : « Ce sont les enfants qui essaient de nous remblayer les trous avec du sable ». « Pourquoi remet-on en scène les postes de péages ? Qu'est-ce qu'on a fait avec nos précédents sous ? », s'interroge de son côté Ali Moussa, chauffeur à la station d'Agbalépédo. « Vous croyez que les dirigeants se soucient de nous ? Eux, ils n'ont pas de problèmes pour rouler. Ils ont leurs grosses voitures 4x4. Nous sommes les victimes », lance un autre conducteur, très déçu.

Cet état désastreux des routes est souvent à l'origine de nombre d'accidents, qui entraînent parfois des pertes en vies humaines. « C'est avec la peur au ventre que nous circulons, car il faut non seulement surmonter les obstacles de trous jonchés sur les routes, mais supporter également les caprices des conducteurs de gros camions qui circulent à longueur de journée », fait constater Abdoulaye. L'état de nos routes a aussi de l'impact les véhicules. Les véhicules qui empruntent ces routes cabossées tombent souvent en panne. Comme on le voit, c'est un véritable parcours du combattant pour se rendre à l'intérieur du pays. Il faut des travaux de réfection pour soulager les usagers. Mais la volonté politique semble manquer au sommet de l'Etat, car c'est une situation qui perdure depuis sans trouver de solution.

D.J.K.

Source: Liberte Hebdo Togo



Gouvernance TOGO Méchanceté et cynisme cru

Les populations de Lomé sous les eaux, le gouvernement augmente les prix du carburant Faure Gnassingbé remercie « assez bien » ses électeurs

Mardi, 22 Juin 2010 12:41 - Les prix des produits pétroliers à la pompe ont augmenté depuis vendredi à minuit. Ainsi en a décidé le gouvernement Houngbo II. Le super sans plomb qui se vendait à 505 Fcfa le litre passe à 580 Fcfa, le gasoil se vend désormais à 575 Fcfa contre 500 Fcfa auparavant, le pétrole lampant passe de 390 Fcfa à 475 Fcfa, le mélange 2 temps coûte désormais 650 Fcfa contre 575 Fcfa. Soit une hausse de 75 Fcfa en général par rapport aux prix pratiqués depuis la modification du 2 juillet 2009. Seul le prix du gaz butane n'a pas changé, la bouteille de 12,5 Kg reste vendu à 3500 Fcfa.

Les arguties du gouvernement

Comme il fallait s'y attendre, on avance l'argument de moyens pour continuer à maintenir stables les prix à la pompe. « Malgré l'existence depuis 2002 d'un mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe, l'Etat a toujours fait en sorte de ne pas répercuter l'évolution réelle des cours mondiaux du pétrole et du dollar sur le prix à la pompe. Cette politique a engendré d'importantes dettes à l'Etat à l'égard des sociétés pétrolières, menaçant parfois dangereusement l'approvisionnement du Togo et la continuité des activités économiques. Il est apparu aujourd'hui que l'Etat n'a plus les moyens de sa politique de subvention et qu'il est devenu nécessaire de changer d'option, de doctrine et de s'orienter vers une politique de vérité des prix », s'est défendu le ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur privé, Kokou Gozan, qui parle de « hausse conjuguée de 33% des prix du pétrole de référence, le Brent de Rotterdam, et la hausse du cours du dollar », avant de tenter de calmer les douleurs : « Un mécanisme de lissage des prix qui évite de répercuter à la pompe les fortes fluctuations des cours mondiaux est en cours de préparation et permettra des modifications périodiques des prix en fonction de l'affrètement des cargaisons. Le ministère des Affaires sociales prendra des dispositions pour atténuer les effets de cette hausse chez certaines catégories de professionnels, notamment les transporteurs ».

Quid de la Caisse de péréquation ?

« Il y a ce qu'on appelle la caisse de la péréquation. Et il devrait y avoir beaucoup d'argent dans cette caisse à l'heure qu'il est pour qu'on ne nous parle plus d'augmentation du prix de l'essence. En réalité, cet argent a servi d'autres intérêts personnels », déplorait samedi le Professeur Aimé Tchabouré Gogué lors de la marche du Front républicain pour l'alternance et le changement (Frac). En effet, c'est loin d'être de la charité quand les prix à la pompe sont maintenus stables, il existe au Togo une caisse de péréquation, alimentée par un certain prélèvement sur chaque litre de pétrole vendu. Cette cagnotte constituée est censée servir à amortir les fluctuations du baril de pétrole sur le marché international, et ainsi éviter de faire répercuter ces hausses sur les prix à la pompe. Qu'en est-il alors aujourd'hui de cette caisse ?

Par ailleurs le gouvernement est prompt à faire répercuter sur les prix à la pompe toute hausse du baril de pétrole brut sur le marché international, mais ne se presse aucunement d'observer l'attitude contraire lorsque le baril baisse. Et avant de consentir à le faire, les gouvernants laissent stratégiquement les anciens prix décidés lors des hausses continuer à s'appliquer pendant un long moment. Ce sont ainsi des bénéfices énormes qui sont dégagés, et le bon sens aurait voulu qu'ils soient thésaurisés pour servir à amortir d'autres éventuelles hausses du baril. Mais Dieu seul sait ce à quoi ils servent au Togo. Et en plus les baisses des prix à la pompe des produits pétroliers décidés par le gouvernement après des tollés de la presse, de l'Association togolaise des consommateurs, de l'opposition politique et de la société civile ne sont pas conséquentes. Cet éternel argument de manque de moyens pour stabiliser les prix souffre donc de consistance, et on a l'impression que les gouvernants prennent les Togolais pour des ignorants.

Drôle de gratitude de Faure Gnassingbé

Selon les résultats très officiels rendus publics, ils sont en tout un million deux cent quarante-trois mille quarante-quatre (1.243.044) Togolais à lui accorder leur confiance, soit 60,92 % des suffrages exprimés. Il a été rebattu les oreilles des Togolais que ces votants n'étaient pas que des militants du Rassemblement du peuple togolais (Rpt), mais que Faure Gnassingbé a grappillé un peu partout des voix, même au sein de l'opposition. Tout ce monde mérite d'être remercié par l'« Heureux élu » pour cette confiance, de vive voix, ou tout simplement par une décision sociale de grande ampleur. Ce serait là une grande marque de gratitude. Ainsi il était attendu à l'occasion de l'allocution du 26 avril dernier marquant la célébration du cinquantenaire de l'indépendance du Togo. Mais Faure Gnassingbé n'a même pas daigné faire un clin d'œil à « ses » électeurs dans ce discours. Comme pour le faire de la plus belle des manières, il vient de décider d'augmenter les prix des produits pétroliers, remerciant ainsi tout ce beau monde en monnaie de... Sans langue de bois, cela frise de l'ingratitude manifeste à l'endroit de ses électeurs, du peuple togolais tout court.

Méchanceté et cynisme cru

Ces mots pourraient paraître assez forts, mais ils traduisent assez bien la situation. Ce n'est certes pas la première fois que les prix du carburant sont augmentés au Togo, mais cette dernière hausse choque le bon sens, au regard des engagements du gouvernement Hounbo II, et du contexte actuel.

En effet, même si le Premier ministre lors de la présentation de son discours programme aux députés le 04 juin dernier n'a plus promis des miracles pour six (06) mois afin de révolutionner le quotidien des Togolais, il a tout de même placé le bien-être social des populations parmi ses préoccupations. Il est dit que le mandat actuel sera plus économique, contrairement au premier qui était plutôt politique – et ça aussi, c'est seulement à l'heure du bilan du précédent catastrophique que la précision a été faite, histoire d'amortir les critiques –, et ainsi c'est le quotidien des populations qui devrait s'en ressentir. Mais voilà que la toute première décision sociale prise par ce gouvernement Hounbo II est de les saigner davantage.

Le bon sens est davantage choqué que cette décision soit prise au moment même où les populations de Lomé luttent contre les eaux. La capitale est sous les eaux, avec les pluies qui tombent depuis un certain temps. Si ce sont quelques quartiers seulement comme Adakpamé, Zorro Bar et environs qui étaient touchés au début de la saison pluvieuse, presque tous les autres le sont aujourd'hui, et le pic a été atteint dans la nuit du samedi à dimanche derniers. La pluie est source de désolation un peu partout ; rues et maisons archi inondées, chambres envahies, biens matériels détruits, immeubles effondrés, habitants sans abris, le spectacle est désolant. C'est le dépit un peu partout, que ce soit à Adakpamé, Nukafu, Nyékonakpoè, Kodjoviakopé, Adidogomé, Agoènyivé, et les sinistrés ont plus que jamais besoin de soutien moral. Mais c'est ce moment même qu'ont choisi les gouvernants pour crucifier les populations en décidant d'augmenter les prix des produits pétroliers. Cela s'appelle de la méchanceté, du cynisme cru.

Tino Kossi

SOURCE: LIBERTE HEBDO TOGO

Médias-Presse Appel du 18 juin 2010 pour une presse libre[Signer l'appel](#)

A tous les journalistes et citoyens français

Attendu que le pouvoir exécutif tente d'influer sur l'avenir de l'un des principaux quotidiens du pays,

Attendu que les humoristes sont rappelés à l'ordre pour leur irrévérence,

Attendu que les journalistes protégeant leurs sources ou remplissant leur fonction sont mis en examen comme de vulgaires receleurs ou de dangereux délinquants,

Attendu que ces faits se produisent ironiquement quelques mois après l'adoption par le Parlement d'une loi protégeant les sources des journalistes,

Attendu que la France occupe une place indigne d'elle (43e) dans le classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières,

Nous, journalistes indépendants et souhaitant le rester, ou citoyens attachés à l'accès à une information libre et indépendante, avons décidé de lancer cet appel, en hommage à celui qui a signé l'acte de naissance d'une France libre, et dont nous célébrons le soixante-dixième anniversaire.

A tous les journalistes et citoyens français

Les hommes politiques et dirigeants d'entreprise qui, depuis de nombreuses années, tentent de placer leurs proches à la tête des médias, ont formé un gouvernement. Ce gouvernement a intensifié le combat contre la presse indépendante. Certes, nous avons été, et sommes toujours, submergés par les difficultés économiques de la presse.

Infiniment plus que leur nombre, ce sont les manœuvres, les plaintes, les intimidations du pouvoir et de ses proches qui nous font reculer. Ce sont leurs manœuvres, leurs plaintes, leurs intimidations qui ont surpris nos rédactions au point de les amener là où elles en sont aujourd'hui.

Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non !

Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la presse libre en France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent nous faire triompher un jour de nos censeurs. Car les journalistes français ne sont pas seuls ! Nous ne sommes pas seuls ! Nous avons un vaste soutien derrière nous. Nous pouvons faire bloc avec nos lecteurs et auditeurs qui tiennent à la liberté de ton et continuent la lutte. Ils peuvent, comme dans d'autres pays, assouvir sans limites l'immense envie d'être informés librement.

Ce combat n'est pas limité au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre est une guerre médiatique mondiale. Toutes les fautes, tous les suivismes, toutes les compromissions, n'empêchent pas qu'il y a, dans l'univers, tous les moyens nécessaires pour vaincre un jour nos censeurs. Foudroyés aujourd'hui par la force de l'influence et de la finance, nous pourrions triompher dans l'avenir par une force de mobilisation supérieure. Le destin de notre métier et de notre liberté est là. Moi, Journaliste, j'invite les lecteurs, les auditeurs et les téléspectateurs ainsi que les responsables de rédaction et les professionnels de l'information qui se trouvent en territoire français ou qui viendraient à s'y trouver, à signer cet appel. Quoi qu'il arrive, la flamme de la presse indépendante ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Demain, comme aujourd'hui, restons mobilisés.



Mémoire Commémoration Le Togo célèbre ce 21 Juin la journée des Martyrs

Notre pays célèbre ce jour (21 juin) la journée dite des martyrs. C'est un jour férié au Togo, car faisant partie de ses fêtes nationales. Pour commémorer la mémoire des vaillants fils du pays qui ont fait le sacrifice de leurs vies pour la liberté et la libération du Togo, des cérémonies de dépôt de gerbes de fleurs ont lieu à Lomé et à Pya Hodo notamment, où un monument est érigé en leur honneur.

Lomé ce matin, c'est le ministre de l'administration territoriale et des collectivités locales Pascal Bodjona qui a procédé au dépôt de gerbes de fleurs, au nom du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, à la Place des Martyrs.

Au-delà des autres martyrs comme ceux de Vogan, la journée des martyrs intégrant les victimes de Pya Hodo est instaurée par le Général Gnassingbé Eyadéma pour rendre justice à la mémoire de ces valeureux combattants de la région de Kara.

De l'avis de plusieurs historiens et politologues, le père de la Nation Sylvanus Olympio aurait dû le faire dans les premières années de sa courte législature.

AFRISCOOP.COM Politique Togo Procès contre OBUTS l'affaire reportée pour les plaidoiries



Agbéyomé Kodjo, homme Politique togolais

Jeudi 24 juin 2010 par [Edem GADEGBEKEU](#), © [AfriSCOOP](#)

(AfriSCOOP Lomé) — La procédure judiciaire ouverte le 02 juin dans le cadre du procès de l'Obuts (Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire, parti d'Agbéyomé Kodjo) connaîtra dans les prochains jours sa phase de plaidoiries. Le 22 juin 2010, ce dossier a connu son audience de la mise en état (audience au cours de laquelle les parties au procès échangent leurs pièces et écritures servant à étayer leur position respective).

Après le « renvoi ferme à huitaine pour toutes observations, un renvoi unique et pour clôture, compte tenu du caractère particulier qui est attaché à cette procédure » prononcé le 15 juin dernier par la justice togolaise, par l'entremise du juge Yontrodoua Aimé Kantati, « l'affaire Obuts » a été reportée le 22 juin 2010 pour les plaidoiries. Mardi, au cours de l'audience de la mise en état de cette affaire, la justice togolaise, a ordonné la « clôture du dossier ». Autrement dit, une date doit maintenant être fixée pour les plaidoiries ; avant le 15 juillet 2010 dans tous les cas.

« Nous sommes dans le cadre d'une procédure judiciaire. Nous nous réservons de tout commentaire », a déclaré le conseil d'avocats « Scp Martial Akakpo » qui défend l'Obuts. Pour sa part, Me Edah N'djellé, avocat de la partie adverse (Gaston Vidada et Mme Codjie), a réaffirmé sa « pleine confiance » en une issue favorable de ce procès, car « mon action est fondée », a-t-il sereinement dit.

Cette affaire avait été enrôlée par la justice togolaise le 2 juin dernier. Après le dépôt des contradictions par le conseil d'avocats de l'Obuts, elle avait ensuite été renvoyée au 15 juin. Ce jour-là, le tribunal a ordonné un nouveau renvoi du dossier « pour échanges éventuels d'écritures et clôture ». A l'audience du 22 juin 2010, l'avocat des demandeurs (G. Vidada et Mme Codjie) n'a pas jugé utile de répliquer aux écritures des défendeurs représentés par le conseil d'avocats « Scp Martial Akakpo » et celles du ministère de l'Administration territoriale citée dans cette affaire en intervention forcée. Me N'djellé a donc sollicité la clôture des débats afin qu'une date soit arrêtée pour les plaidoiries des trois parties impliquées dans ce dossier. Le conseil d'avocats « Scp Martial Akakpo » a tenté de s'opposer à cette démarche, mais le tribunal a suivi la sollicitation de Me Edah N'djellé.

Le vendredi 04 juin dernier, le tribunal de grande instance de Lomé, par l'entremise du juge Pawelé Sogoyou, a suspendu provisoirement les activités de l'Obuts et mis sous scellés son siège. Cette interdiction a été fondée sur l'article 23 alinéa 1 de la Charte des partis politiques au Togo : « Le tribunal saisi peut, par voie de référé, interdire provisoirement le parti politique concerné et ordonner la fermeture de ses locaux au cas où l'exercice de ses activités au cours de la procédure serait de nature à engendrer des troubles. Ces mesures ne peuvent excéder une durée de trente jours » ! Le tribunal de Lomé a ainsi déclaré recevable l'action intentée par le sieur Vidada (« régulièrement exclu » de l'Obuts selon M. Kodjo) et 6 autres démissionnaires de cette même formation politique. Les « mécontents » de l'Obuts ont fondé entre autres

leur action en justice sur la violation de l'article 11 de la loi qui régit la vie des partis politiques en terre togolaise. Cet article encadre ce qui s'appelle dans le microcosme politique togolais « la règle des 2/3 ». Il stipule : « Les fondateurs d'un parti politique doivent être au minimum au nombre de 30 provenant des 2/3 au moins des préfectures ».

« Cette règle ne prévaut qu'à la constitution d'un parti, mais non pas durant toute sa vie. De fait, la plupart des partis politiques au Togo, à commencer par le Rpt (au pouvoir) seraient à ce jour, illégaux, dès lors qu'ils enregistrent des démissions et des décès. En s'appuyant sur la démission de 7 membres fondateurs sur les 45 de l'Obuts, provenant de 21 préfectures, le sieur Vidada et affidés demandent abusivement que la justice prononce la dissolution de l'Obuts qui selon eux, par ce fait, serait illégal », se défend pour sa part le camp Kodjo.

« Gaston Vidada et Kékéli Codjie ont été instrumentalisés pour faire taire l'Obuts. Je lance un appel à la mobilisation de tous les démocrates du Togo et du monde pour faire prévaloir la justice en faveur de notre formation politique. Le Rpt est en train d'accélérer sa propre chute. Persévérez tout juste et le changement que vous appelez de tous vos vœux aura lieu », a lancé M. Kodjo à la faveur du 11ème meeting du Frac (Front républicain pour l'alternance et le changement) post-scrutin du 04 mars 2010. C'était le 05 juin dernier, à la plage de Lomé.



http://www.couleursdafrique.eu/Togo-communique-du-23-juin-2010_a252.html

Politique Violente répression policière et militaire 3 MORTS (VICTIMES CIVILES) A LOME LE 22 JUIN 2010

COMMUNIQUE 22 juin 2010

LE PRIX DU MEPRIS !

Face à la cristallisation de la colère sociale dans un contexte de grève des transporteurs (taxis, taxi motos notamment) et prochainement du personnel hospitalier, quasiment tous les quartiers de Lomé sont en émeute. Une pluie de gaz lacrymogènes s'abat sur les manifestants à l'heure actuelle, et la tension est très vive. Des jeunes en furie font face aux forces de sécurité et le bilan de ces manifestations spontanées à l'heure actuelle est de 3 morts que nous déplorons parmi les civils.

Vu la violence policière connue de nos forces de sécurité, le pire est à craindre pour la suite en matière de respect des droits humains alors même qu'il est procédé à des arrestations de manifestants. La situation explosive à Lomé interpelle l'opinion internationale et les organisations de défense des droits de l'homme afin qu'elles usent sans délai de leur influence pour réclamer une enquête internationale sur ces événements sanglants, et prévenir de nouvelles violations massives des droits humains dans le contexte postélectoral actuel très tendu au Togo.

En superposant un aspect social et économique, nettement chargé de symbolique, la journée du 22 juin 2010 avec le sang de nos compatriotes tombés au nom de la Liberté et de la Dignité, marque donc un tournant majeur dans la grave crise politique issue de l'élection présidentielle du 4 mars 2010, et dans le combat pour l'exigence de vérité des urnes et des comptes, mené depuis bientôt quatre mois par des filles et fils du Togo, de plus en plus nombreux à travers tout le pays.

Rien ne justifie une telle barbarie meurtrière à l'égard de manifestants aux mains nues, qui ne réclament que leur droit à plus d'humanité face à une prévarication sans nom des ressources du pays ! Absolument rien ne peut consoler la douleur de tout un peuple meurtri par le mépris de ses gouvernants qui contre toute vérité des comptes publics, oppose une hausse difficilement défendable des prix des produits de première nécessité ! Les événements tragiques de ce jour ne sont que des révélateurs par excellence de l'indicible détresse d'un peuple à bout de souffle. Il s'agit bien de l'éclatante preuve du prix du mépris du peuple togolais par Faure GNASSINGBE et affidés ! **Nous nous inclinons devant la mémoire de nos victimes et prenons l'engagement résolu de leur faire justice.**

Nul doute que ces événements ne sont guère sans lien avec l'autisme politique du pouvoir usurpé en place à Lomé ! C'est aujourd'hui en effet que devait se tenir à huis clos, devant le Tribunal de Première Instance de Lomé, l'audience contradictoire devant statuer sur l'interdiction définitive ou non du Parti politique Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS). Un procès au motif fallacieux contre lequel des milliers de togolaises et togolais se mobilisent depuis des semaines et crient avec furie leur droit inaliénable à la liberté d'expression politique nonobstant toutes les mesures coercitives déployées par le régime autiste de Faure GNASSINGBE.

Ce fut peine perdue ! Ce mardi 22 juin, malgré un déploiement de forces de l'ordre trois fois plus important que la 15 juin, les combattants de la liberté avaient répondu encore plus nombreux à l'appel lancé samedi dernier par Agbéyomé KODJO et Jean-Pierre FABRE, le FRAC, le CVU et de nombreuses organisations de la société civile, à venir soutenir l'exigence de liberté d'expression politique au Togo !

Mais ce que n'avait pas prévu le pouvoir, c'est que la contestation populaire qui s'exprime tous les samedis au Togo, depuis la dernière élection présidentielle pour exiger la vérité des urnes et des comptes, allait revêtir le caractère social et économique qu'il a été incapable d'anticiper.

Ce même 22 juin, le SYNPHOT (Syndicat des personnels hospitaliers du Togo) a déposé un préavis de grève, pour réclamer au gouvernement HOUNGBO II, les 4 engagements majeurs que le gouvernement HOUNGBO

Il avait pris à l'égard des personnels hospitaliers, dans un « memorandum » signé avec 5 syndicats le 18 décembre 2008 à Atakpamé.

Le SYNPHOT explique aujourd'hui qu'après plus de 18 mois : *« aucun des 4 principaux points évoqués n'est totalement satisfait et 950 agents attendent toujours leur dû. « Les accords d'Atakpamé étaient simplement destinés à flouer le corps de la santé et à casser l'élan pris par notre action syndicale ».*

A ce mouvement des personnels hospitaliers, est venu se greffer, ce même 22 juin une action spontanée des taxis et taxis-motos (ZEMIDJAN), dans l'ensemble de la ville de Lomé, pour protester contre l'augmentation exponentielle des prix des carburants décidée le 18 juin par le gouvernement avec prise d'effet immédiate dès le 19 juin, dont l'augmentation varie de + **12,6%** pour le super sans plomb, à + **13,05%** pour le mélange deux temps, et explose à + **27 %** pour le pétrole lampant, rendant quasiment impossible l'activité des taxis-motos, compte tenu de leurs niveaux de revenus, qui reste la question centrale au cœur du marasme économique auquel est confronté le pays, du fait de l'incurie de la gouvernance politique actuelle.

La gouvernance HOUNGBO II débute sous les plus mauvais auspices, mais ne constitue pas une surprise, puisqu'elle n'est en fait que la continuité de la gouvernance désastreuse de Faure GNASSINGBE et des divers gouvernements qui se sont succédé sous sa présidence depuis 2005.

Plus clairement, cette nouvelle partie de bras de fer hélas meurtrière entre le gouvernement et le Peuple togolais, illustre parfaitement ce que nous ne cessons de dénoncer, à savoir qu'on ne peut pas faire confiance à un Président et à un gouvernement qui ne respectent pas leurs engagements écrits et signés. Elle illustre aussi l'échec patent de la tentative d'étouffement de la contestation populaire articulée autour de la vérité des urnes et des comptes publics, nonobstant l'entrée tant claironnée de Gilchrist OLYMPIO et de ses proches au fameux Gouvernement de Large Ouverture et de Grandes Compétences (GLOC) !

En ce sens la grave crise politique qui secoue le Togo aujourd'hui est d'abord et avant tout une crise de confiance entre les citoyens et des gouvernants que, de surcroît, ils n'ont pas choisis.

Nous soutenons sans réserve tous les travailleurs de ce pays, qui luttent pour faire respecter leurs droits, en exigeant leur dû et une gouvernance qui les respecte, qu'ils soient personnels hospitaliers, taxis ou taxis-motos, ou de tout autre secteur d'activité.

Sous le triple aspect politique, social et économique, cette situation de crise qui ne cesse de s'amplifier, démontre à tous ceux qui pouvaient douter encore, tant au Togo qu'au sein de la Communauté internationale, qu'on ne peut bâtir dans le contexte actuel une société de confiance.

La preuve vient d'être faite une nouvelle fois que la solution à la grave crise politique du Togo n'est pas un gouvernement d'union, mais bien un gouvernement de transition à terme et à mandat précis, auquel seront parties prenantes tous les partis ayant pris part au scrutin présidentiel du 4 mars 2010.

En fait, la lutte sociale des personnels hospitaliers ou des taxis et taxis-motos, rejoint sur les motivations de fond la lutte que mène semaine après semaine une immense majorité de filles et de fils du Togo tout entier, pour la vérité des urnes et des comptes. Car c'est sur la seule Vérité des Comptes que peut être bâtie une politique nouvelle de justice sociale qui puisse commencer à satisfaire les besoins des populations et de tous les travailleurs du Togo !

Pour l'ensemble de ces raisons, nous appelons tous les travailleurs et tous les corps sociaux à rejoindre sans réserve la résistance citoyenne !

En avant la Résistance citoyenne, et que Dieu bénisse le Togo !

Lomé, le 22 juin 2010

Agbéyomé KODJO

Coordinateur Provisoire

Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU).



Politique TOGO Que les autorités se montrent « garçons » !

« On déjoue beaucoup de choses en feignant de ne pas les voir » (Napoléon 1er)

Lundi, 21 Juin 2010 13:30 - Plus peureux qu'elles, tu meurs. Et pourtant, elles donnent l'impression d'être des braves et ne se délectent que du mensonge. On a fait croire que Faure a gagné la dernière présidentielle, alors que l'intéressé même sait qu'il n'a rien gagné. Les auteurs de l'argument de la preuve ne se sont pas fait prier pour se lancer dans la danse, en vue de crédibiliser une fausse victoire, mais rien n'y fit, d'autant plus que ceux qui parlaient de preuves savaient très bien que le Pouvoir a fait disparaître sciemment les éléments de preuve pour permettre aux hommes liges de mieux faire du bruit autour de cet argument. Cela ne peut pas être du boulot gratuit.

Le peuple togolais et tous les démocrates qui continuent à lutter pour l'avènement de la démocratie en vue des élections propres et sans contestation demain au Togo sont dans les rues depuis trois mois pour la contestation. Demain ce sera la douzième marche de protestation du Front républicain pour l'alternance et le changement (Frac). Mercredi dernier, c'était la dixième veillée à la bougie organisée par le Front, dont l'une complètement avortée par le jeu des forces du mal qui ont pris le peuple en otage et qui ont dit oui aux organisateurs, mais se sont amusés à gazer les manifestants. N'ayant pas d'arguments pour interdire les manifestations de protestation du Frac qui se poursuivent dans une liesse populaire et avec détermination chaque samedi, le Pouvoir s'acharne à interdire la moindre manifestation dans les villes de l'intérieur. Peu importe qu'il s'agisse d'une ville comme Aneho, Kpalimé, Amlamé, Atakpamé, Sokodé, Bassar, Dapaong ou Kara. Depuis toujours, sous Eyadéma comme après sa mort, les autorités togolaises ont versé et versent dans la diversion tendant à faire croire que le Nord qui commencerait quelque part vers Bafilo et ce, jusqu'à Cinkassé, serait entièrement acquis au RPT. Mais alors une question très simple à Faure Gnassingbé le fameux « GAGNANT » et à ceux qui lui attribuent une fausse victoire tout en étant conscients de sa défaite : pourquoi cette peur donc, qui empêche le Pouvoir de laisser marcher dans ces différentes villes à l'instar de Lomé où l'on évalue la foule entre 400 et 500 mille sans transport par camions ni distribution de sous ?

On peut bien comprendre que les villes d'Aneho, Kpalimé, Atakpamé, Amlamé par exemple reconnues entre autres, comme des fiefs de l'Opposition se mobiliseraient à donner du tournis au Pouvoir et que cela le mettrait complètement à nu, apportant la preuve de plus que ces populations n'ont pas du tout voté pour Faure Gnassingbé. A la place de celui-ci, nous aurions été assez courageux et audacieux, en laissant le Frac venir sur « notre propre territoire », venir dans « notre fief » pour essayer un cinglant camouflet avec quelques dizaines seulement de « Karalais », de « Bassariens », de « Dapaongiens », de « Sokodais », etc et le voir retourner tout honteux et confus à sa base de Lomé. Heureusement pour le RPT et son Président d'honneur, en n'osant pas autoriser les mêmes manifestations dans leur faux « fief » et ce, en violation des textes de loi et de la démocratie que clame le Pouvoir sur tous les toits, « ils ont fait preuve de sagesse », reconnaissons-le leur ironiquement. Autrement, ils exposeraient leur derrière au monde entier, confirmant ainsi, que réellement, c'est le candidat du Frac qui a remporté haut les mains la présidentielle du 4 mars 2010. Faure et les siens souffrent d'un mal qui s'appelle « LA PEUR DE LA VERITE » et c'est cela qui explique ce manque de courage et d'audace de la part des autorités togolaises. En terminant ces lignes, nous voudrions envoyer ce message aux partisans de l'argument de la preuve qui ont accompagné pour des raisons qui leur sont propres le Pouvoir dans la tricherie et le mensonge : encouragez Faure et son parti à laisser le Frac mobiliser ses militants de Kara, Sokodé, Bassar, Dapaong, ... et alors, la vérité s'affichera et départagera tout le monde. Que les autorités osent seulement se montrer un peu garçons comme on le dit, et ils verraient.

Alain SIMOUBA

Source: Liberté Hebdo Togo



Politique TOGO : Le pire des présents

« Le cynisme finit par être le comble de la franchise dans une société d'hypocrites » (Philippe Bouvard)

Mardi, 22 Juin 2010 12:51 - A la dernière élection présidentielle, il a été élu, selon les résultats publiés par la CENI puis confirmés par la Cour Constitutionnelle, avec 60% des voix. Au lieu d'en jouir, on a l'impression que le « fils de la nation » a honte de sa « brillante victoire » si on se remémore les messages de félicitation qui lui ont été envoyés.

Jusque-là, il n'a fait aucune sortie solennelle pour remercier celles et ceux qui ont contribué à ce résultat. Un silence qui cache des choses. Et quand il s'est agi de nommer un Premier ministre, Faure Gnassingbé a choisi de reconduire Gilbert Houngbo dont le bilan est en latérite. En théoricien, il a, dans sa déclaration de politique générale, mis l'accent sur le bien-être de ses concitoyens. « L'amélioration des conditions de vie de nos concitoyens nécessite une stratégie multiforme visant à la fois des actions de court terme à résultat tangible et des actions visant la pérennité de notre essor économique sur le moyen et long terme à résultat moins visible dans le court terme », théorise-t-il.

Une semaine après cette liturgie républicaine, les populations de Lomé ont commencé à faire face aux affres des inondations. Des maisons entières sont inondées et les familles ne savent plus à quel saint se vouer. Il y avait même eu des morts dans le quartier Nukafu. Et pour essuyer les larmes à tous ces gens tout comme pour remercier ceux qui ont élu le fils du père à plus de 60%, le cadeau est le même. Le pire des présents par les temps qui courent : l'augmentation des prix des produits pétroliers. Le super sans plomb et le gasoil ont enregistré une hausse de 75 FCFA. Quant au pétrole lampant utilisé par plus de la moitié des Togolais, surtout les populations rurales très pauvres, il passe de 390 FCFA à 475 FCFA, soit une hausse de 85 F. Des hausses qui vont influencer sérieusement les prix des produits de première nécessité. Est-ce que c'est de cette manière que l'ancien Monsieur Afrique du PNUD entend améliorer les conditions de vie de ces concitoyens ? A chacun d'apprécier.

Pour les raisons qui sous-tendent cette hausse surprenante, le nouveau ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur privé, Kokou Gozan, les a données dans un laïus au cours d'une conférence de presse vendredi dernier. On nous fait savoir qu'en dépit de l'existence depuis 2002 d'un mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe, l'Etat a toujours administré les prix sans répercuter l'évolution réelle des cours mondiaux du pétrole et du dollar. Mais, poursuit-il, « cette politique a engendré d'énormes dettes à l'Etat vis-à-vis des sociétés pétrolières, menaçant parfois dangereusement l'approvisionnement du pays et la continuité des activités économiques ». Résultante, « il est apparu aujourd'hui que l'Etat n'a pas les moyens de sa politique de subvention et qu'il faille changer de doctrine en la matière en s'orientant vers une politique de vérité des prix ».

Un aveu d'impuissance. N'y a-t-il pas un problème de mal gouvernance dans la gestion de cette subvention qui amène aujourd'hui l'Etat à faire payer aux populations vulnérables les prodigalités de nos gouvernants ? La question reste posée. Mais le ministre Gozan qui a annoncé l'apocalypse et tous les membres de l'exécutif n'auront pas à souffrir de ces augmentations. Ils ont des bons d'essence à gogo qu'ils peuvent distribuer aux cousins, cousines, maîtresses, marâtres ... C'est la plèbe qui va encore en souffrir. Après, on placera un moulin dans un village qu'on appellera « développement à la base ». Quelle déception ! Mieux, quelle cruauté !

Zeus AZIADOUVO

SOURCE: LIBERTE HEBDO TOGO



Politique La Diaspora en Grande Bretagne rencontre le PM



Publié le 21/06/2010 - « La contribution des Togolais de l'extérieur est essentielle à une relance économique au Togo », a déclaré le Premier ministre Gilbert Houngbo en recevant dimanche soir à Londres les représentants des associations de la Diaspora de Grande Bretagne.

Pendant deux bonnes heures, le chef du gouvernement a expliqué les grands axes de la politique souhaitée par Faure Gnassingbé pour les cinq ans à venir ; il est également revenu sur l'accord RPT-UFC pour en préciser les contours.

M. Houngbo a mis en garde ses compatriotes contre la désinformation grossière véhiculée sur internet à propos de cet accord et de la situation politique au Togo.

Les représentants de la Diaspora - dont certains sont installés en Angleterre depuis 30 ans – ont apprécié l'échange franc et direct avec le Premier ministre.



Santé Perturbation annoncée centres de santé Agents de santé et Etat togolais à couteaux tirés



Le Collectif des Syndicats des Agents de la Santé du Togo ont annoncé qu'il rentrera en grève d'avertissement le mardi 22 juin 2010 sur toute l'étendue du territoire national. Le Collectif estime que l'accord signé le 18 décembre 2008 à Atakpamé entre lui et le Gouvernement togolais n'a pas été respecté.

Il accuse ainsi le Gouvernement d'avoir floué le corps de santé en ne satisfaisant aucun des principaux points (au total 4 principaux points) évoqués dans ledit accord.

En effet, dans l'accord signé entre le Gouvernement togolais et les responsables des différents syndicats impliqués, il est dit, au terme d'un débat franc et sincère que :

- Un appoint annuel au titre de l'année 2008 d'un montant de cent mille (100 00) fcfa est accordé à tous les agents publics de Santé du Togo (émargeant sur le budget général comme sur les budgets autonomes) et leur sera versé dans le courant du mois de janvier 2009,
- il est mis en place un comité technique d'étude du statut particulier du cadre des agents de santé.

Ledit comité, placé sous la haute supervision du Premier Ministre, sera dirigé par le Ministre d'Etat, Ministre de la Santé et comprendra des représentants des départements ministériels intéressés ainsi que des représentants des organisations syndicales des travailleurs du secteur de la santé. Le comité dont les frais de fonctionnement sont à la charge de l'Etat, peut faire appel à toutes personnes ressources susceptibles de l'aider dans sa mission. Il démarre ses travaux au plus tard le 15 janvier 2009 et dépose son rapport avant le 15 avril 2009,

- les arriérés de primes de garde et d'astreintes seront apurés dans toutes les structures sanitaires du Togo au plus tard le 31 décembre 2008,
- un appoint annuel au titre de l'année 2009 d'un montant de cent quatre-vingt mille (180 000) FCFA sera accordé à tous les agents de santé à compter de janvier 2010. La libération de ce montant dépendra du point d'achèvement de l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés). Au cas où la totalité ou une partie des dispositions du statut particulier entre en vigueur au cours de l'année 2009, cet appoint de 180 000 fcfa n'est plus dû.

Voilà, les quatre points dont font allusion les agents de la santé qui estiment aujourd'hui qu'aucun n'a été touché, d'où leur préavis de cessation de travail. Pour eux, il y a crise de confiance.

Or selon le ministère de la santé, il est bien vrai que les problèmes que rencontre les agents de santé dans l'exercice de leur métier est une réalité, mais l'on ne doit pas également perdre de vue la situation dans laquelle se trouve le pays qui est en train de sortir peu à peu d'une longue crise sans précédent.

« Le Gouvernement n'est pas de mauvaise foi, il fait de son possible pour satisfaire les agents de tous les secteurs publics dont il reconnaît l'existence des problèmes, y compris les agents de la santé. Il faut donc que les agents prennent conscience pour comprendre que, aujourd'hui il faut mettre l'intérêt des populations au-devant de tout autre intérêt. Il y a des points de cet accord qui ont été bel et bien mis en œuvre », s'est exprimé un membre du ministère de la santé.

En effet, selon les informations, contrairement à ce que disent les agents de la santé, l'appoint annuel de 100 00 fcfa au titre de l'année 2008 a été payé aux agents de santé courant janvier -février 2009. Ceux qui sont restés sont ceux-là qui n'avaient pas trouvé la nécessité de s'inscrire au moment où il leur était demandé de se faire connaître en s'inscrivant.

Mais c'est un problème aussi facile à résoudre à en croire, le membre du ministère. S'agissant du cas du statut particulier du cadre des agents de santé, un comité a été mis sur pied et a travaillé jusqu'à l'élaboration d'un avant-projet de statut, ceci après des voyages d'études dans certains pays de la sous-région.

Mais si depuis le second semestre de l'année 2009, la procédure est suspendue, c'est dans l'ordre normal des choses, car le gouvernement ayant engagé une réforme de l'administration publique qui devrait aboutir à un nouveau statut général de la fonction publique avec d'autres textes annexes..., il serait de bon ton que le comité arrête ses travaux pour ne pas être en opposition de phase avec ce qui sera fait de façon générale.

Les arriérés de primes, de garde et d'astreintes ont été apurés dans toutes les formations sanitaires depuis le 31 décembre 2008. En ce qui concerne les 180 000 FCFA d'appoint annuel au titre de l'année 2009, cela devrait selon les informations être accordé à compter de janvier 2010 et la libération de ce fond est conditionnée par le point d'achèvement de l'initiative PPTE. Or tout le monde sait comment le Togo est en train de se battre pour atteindre ce point.

Autrement, cette condition ne peut pas être encore réalisée si l'on veut respecter les termes de l'accord.

La connexion internet réclamée pour les trois centres du Togo est en cours.

Les études sont en train d'être faites pour la finition.

C'est donc clair que des efforts sont en train d'être faits. Ce n'est une façon de donner un chèque en blanc aux gouvernants. Mais il faut savoir que le Togo notre pays revient de loin, eu égard à toutes les crises qu'il a subit et dont les conséquences sur la vie des populations sont parlantes. Laisser les malades sans soins pendant 72 heures, c'est les aider à mourir. Certes l'on n'ignore les conditions précaires dans lesquelles nos agents de santé travaillent.

Mais lorsque qu'il y a une volonté qui se manifeste de la part des gouvernants comme c'est le cas ici, il est quand même bien que l'on y pense sérieusement. Ce n'est pas avec un coup de baguette magique que les problèmes accumulés depuis plus de 2 décennies vont être résolus.

Comme le secteur de la santé, il y a bien d'autres secteurs qui attendent que leurs problèmes soient résolus par le même gouvernement. Et c'est à petit coup qu'il faut espérer avoir la satisfaction des doléances. Voilà pourquoi, nous pensons que le bon sens doit prévaloir du côté de nos agents de santé pour qu'ils reprennent le chemin du travail en respect u serment prêté. Vivement que les négociations entamées puissent aboutir pour le bien des pauvres togolais.

Ounatchin

Le Messenger N° 213 DU 24 juin 2010

Taxi absent de la circulation, pneus enflammés, routes barricadées et détours imposés aux usagers de la route. Tels sont les faits qui ont marqué, mardi, une grève des conducteurs dans la

capitale togolaise. Cause : augmentation de 75 francs CFA des prix du litre des produits pétroliers à la pompe.

Par Olivier Tovor, Lomé

La surprise a été grande dans la capitale togolaise où la vie a repris mardi après la journée fériée de lundi. Les conducteurs de taxi sont entrés en grève, protestant contre la hausse des prix des produits pétroliers entrée en vigueur samedi à partir de minuit.

Le gouvernement, essoufflé par des subventions successives, s'annonce dans l'impossibilité de continuer à jouer le rôle du bon père, et laisse les prix flamber de 75 francs CFA à la pompe avec seul bonus le prix du gaz butane resté inchangé. Le super sans plomb est passé de 505 FCFA à 580, le gasoil de 500 FCFA à 575 FCfa, tandis que le pétrole lampant est passé de 390 FCFA à 475 FCFA. Une « *hausse conjuguée de 33 %* » des prix du pétrole de référence, le Brent de Rotterdam, et la hausse du cours du dollar est à l'origine de cette nouvelle donne qui a poussé les conducteurs à sortir leurs griffes contre les nouvelles autorités togolaises, pendant que les consommateurs se remettent péniblement des conséquences d'une précédente hausse des prix à la pompe le 2 juillet 2009.

Partie de simple manifestation de protestation, la grève des taxis qui paralyse la capitale togolaise s'est transformée presque en émeutes urbaines dans les quartiers populaires de Bè, vieux quartier au centre-ville, Tokoin-Casablanca et Hôpital et dans les banlieues dont GTA-Agbalépodogan où les scènes ont été plus violentes et marquées par des regards de chaussée éparpillés dans les rues, des pressions sur des passants et des routes fortement barricadées et en sus des pneus et objets divers enflammés sur la chaussée.

« *Il est apparu aujourd'hui sans détours que l'Etat n'a pas les moyens de sa politique de subvention et qu'il faille changer de doctrine en la matière en s'orientant vers une politique de vérité des prix* », s'était expliqué à la presse, Kokou Gozan, ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur privé, apportant la précision que, malgré l'option libérale affirmée depuis 1995 au Togo, le gouvernement a toujours contrôlé la fixation de certains produits fabriqués en situation de monopole ou qualifiés stratégiques notamment le ciment, la farine de blé, la bière et les produits pétroliers.

Exceptionnellement pour les produits pétroliers, l'Etat a toujours administré les prix sans répercuter l'évolution réelle des cours mondiaux du pétrole et du dollar, malgré l'existence depuis 2002 d'un mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe selon un système de plus ou moins 5% du prix sur le marché mondial. « *Cette politique a engendré d'énormes dettes de l'Etat vis-à-vis des sociétés pétrolières, menaçant parfois dangereusement l'approvisionnement du pays et la continuité des activités économiques* », a expliqué M. Gozan.

letogolais.com Social Togo Des jeunes manifestants en prison pour « trouble à l'ordre public »



LETOGOLAIS.COM - 24/06/2010

Le pouvoir RPT-AGO a du mal à étouffer les mouvements sociaux qui révèlent son incapacité à gouverner le Togo. Ce jeudi 24 juin 2010, des dizaines de jeunes manifestants sont emprisonnés pour troubles à l'ordre public. Dos au mur, les caciques du RPT et les Amis de Gilchrist Olympio (AGO) usent de l'arbitraire pour faire taire la colère de la population.

Dans cette période de disette, ce sont les maigres économies des Togolais qui sont ciblées ; la hausse des prix des produits pétroliers est purement et simplement un racket pour renflouer les nantis du pouvoir. Pendant trois jours, alors que la population souffre des dégâts causés par les pluies diluviennes qui ont saccagé Lomé, les autorités n'ont pas hésité à quadriller la ville, réprimer les manifestations et arrêter des jeunes. Le gouvernement RPT-AGO a mis une trentaine de jeunes en prison en les accusant d'être des agitateurs et des auteurs de trouble.

Détenus au Service de Renseignement Intérieur (SRI), ils ont ensuite été déférés au Tribunal de Lomé pour comparution immédiate. Pourtant, la Constitution togolaise garantit le droit de manifester à tout togolais. Les défenseurs des droits de l'homme ne sont pas restés impassibles, un collectif d'avocats dont Zeus Ajavon du CACIT et Kpande Adjare de la LTDH, s'est constitué pour défendre les accusés.

Cette hausse de prix semble être un guet-apens, une pure provocation. Initialement, les manifestations des Togolais ne sont qu'une contestation de la hausse des prix du carburant mais elles ont vite tourné à un affrontement entre civils et militaires dans les rues de Lomé. Les forces armées ont usé de grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants puis n'ont pas hésité à tirer à balles réelles sur la foule faisant plusieurs morts et d'innombrables blessés. Elles ont déployé leurs voitures 4x4 bondées d'hommes encagoulés fortement armés dans toutes les artères de Lomé. Les barricades érigées ça et là n'ont pas résisté à leur pression.

Le silence de Gilchrist Olympio est révélateur de la nouvelle donne politique au Togo. Pour l'instant le calme est précaire à Lomé, les hommes politiques sont restés muets mais les jeunes semblent décidés à en découdre avec le pouvoir irresponsable et illégitime de la coalition Faure Gnassingbé et Gilchrist Olympio

La rédaction letogolais.com

TOGO
 République Togolaise

Social In English Zemidjan drivers on strike in Lome



Publié le 23/06/2010 - Lome, the Togolese capital, was paralyzed Tuesday following a strike by taxi drivers over rising fuel prices in the country. Moto-Taxi drivers, armed with clubs, stones and other harmful objects, barricaded some roads in Lome, apparently to deter security forces from getting through to them. Only pedestrians and some motorbike riders were seen moving around town as workers had difficulties getting to their offices. The striking drivers say the same government which increased fuel prices on Saturday had refused to allow them increase transport fares. Unable to continue subsidizing oil products, the Togolese government on Saturday increased prices from 505 CFA francs to 580 CFA francs per litre for lead-free petrol, from 500 CFA francs to 575 CFA francs per litre of gas, and from 390 CFA francs to 475 CFA francs per litre of paraffin. However, the increase does not affect domestic gas that is still sold for 3,500 CFAF per 12.5-kilogramme cylinder.

letogolais.com **Social Togo Vive tension sociale à Lomé**

LTG-22/06/2010- Les décisions du gouvernement RPT-AGO produisent leurs premiers effets : les conducteurs des transports en commun et des taxi-moto communément appelés « zèmidjan » sont en ébullition. Ce mardi 22 Juin, la tension était palpable très tôt ce matin, les conducteurs de taxi ont barré les principales artères de la capitale, perturbant la circulation. Ils protestent contre la hausse abusive des prix de l'essence et des hydrocarbures annoncés le samedi 19 juin par le gouvernement de la coalition Faure-Gilchrist.



Cernés par des centaines de militaires, les manifestants ont été brutalement réprimés. Cela n'a fait qu'exaspérer la population civile qui s'est jointe aux conducteurs, contre les forces de l'ordre, par des jets des pierres et des parpaings. La tension est vive dans toute la capitale. « Ils veulent nous sacrifier », a lancé sur un ton remonté Jean-Yves, l'un des manifestants. Les transports en commun sont paralysés.

Les responsables de l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) appellent à une action concertée dans les prochains jours, pour contraindre le gouvernement RPT-AGO à réduire le prix des carburants. En effet, depuis samedi, 19 juin, le super sans plomb, au préalable à 505 FCFA est passé à 580francs soit une augmentation de 15%. Le Gazoil grimpe de 500F à 575F et le pétrole lampant, de 390 à 475 Cfa. Alors qu'il était à 575F, le prix du mélange 2 temps, le carburant des motos-taxis grimpe à 650 FCFA. Le prix de la bouteille de gaz butane de 12,5 kg n'a subi aucune modification. Outre les conducteurs, les praticiens hospitaliers eux veulent faire la grève des bistouris et seringues. Ils devraient entamer dès mercredi 23 Juin, un mouvement de grève de 72heures. Un mouvement de colère pour dénoncer des conditions de vie et de travail exécrables.

La rédaction letogolais.com

Social Togo Poursuite des heurts entre jeunes et forces de sécurité

Lomé - Pana 23/06/2010 - Lomé, Togo - Les heurts entre jeunes et forces de sécurité, suite à l'augmentation du prix des produits pétroliers, ont repris mercredi matin dans la capitale togolaise, Lomé, particulièrement dans le quartier populaire de Bè, a constaté la PANA.

Peu après 7h 30 GMT, des jeunes, ravissant la vedette aux conducteurs de véhicules de transports en commun qui ont déclenché mardi le mouvement de protestation, ont encore érigé des barricades, empêchant toute circulation sur le boulevard Félix Houphouët-Boigny, à Bè.

Les forces de sécurité sont intervenues environ une heure plus tard en usant de grenades lacrymogènes pour dégager les voies. Les jeunes, parmi lesquels beaucoup de conducteurs de moto-taxi, lançaient des pierres sur les forces de sécurité pour les empêcher d'enlever les barricades.

Peu après 10h GMT, la tension a baissé, mais la circulation restait bloquée sur cette voie.

Par contre, la circulation a timidement repris.

Beaucoup de commerces ont baissé leurs rideaux et les revendeuses se sont terrées chez elles pour éviter d'être victimes de ces heurts. Mardi dans la matinée, rappelle-t-on, des conducteurs de taxi, de moto-taxi et de véhicule de transport en commun ont déclenché à la surprise générale un mouvement d'humeur pour protester contre l'augmentation samedi du prix des produits pétroliers, qui affecte leurs activités.

Des barricades ont été érigées et des heurts, parfois violents, ont opposé manifestants et forces de sécurité dans plusieurs quartiers et banlieues de la capitale.

Un communiqué du ministre de la Sécurité fait état de blessés sans préciser leur nombre.



Social Togo Taximotos et Taximen protestent contre la hausse des prix à la pompe

Une première journée de grève marquée par la répression



Suite à une nouvelle hausse du prix du carburant, les taximen et les conducteurs de taximotos font grève à Lomé. Les manifestations ont été violemment réprimées mardi par les forces de l'ordre faisant au moins un mort et plusieurs blessés par balles. Le mouvement se poursuit ce mercredi dans la capitale togolaise.

mercredi 23 juin 2010 / par Christelle Mensah

Le calme n'est pas encore revenu ce mercredi matin à Lomé. La veille, une grève très suivie a réuni conducteurs de taximotos (ou zémidjans) et taximen dans les rues de la capitale du Togo. Ils entendaient dénoncer une nouvelle hausse du prix des carburants – la deuxième en moins d'un an - effective depuis vendredi minuit. Désormais, il faut déboursier 580 F CFA pour un litre contre 505 FCFA précédemment pour s'approvisionner en super sans plomb. Le gasoil, lui, coûte 575 F CFA contre 500 FCFA auparavant. Quant au pétrole lampant, il est passé de 390 à 475 F CFA le litre. Seul le gaz butane n'a pas augmenté. Mardi, le mouvement a débuté vers 6 heures dans toute la ville. Résultat : rues bloquées et des Togolais empêchés de se rendre au travail. À chaque coin de rue, des files de taxis à l'arrêt partout, mais impossible d'emprunter l'un d'eux. Seuls certains zémidjans, « emmène-moi vite » en langue fon, assurent encore les déplacements de leurs concitoyens. « Quand est ce que cela va changer au Togo ? », se plaint un zémidjan après avoir dépassé un attroupement de policiers stationnés près d'une station d'essence. « Avant, je pouvais gagner jusqu'à 2000 F CFA avec un litre. Avec cette nouvelle augmentation, je ne fais plus que 1500 F CFA avant de devoir reprendre du carburant. Les routes ne sont mêmes pas en bon état et cela abîme nos véhicules sans compter que certains quartiers ont encore les pieds dans l'eau jusqu'à présent », ajoute-t-il.

A Lomé, cette nouvelle hausse alimente toutes les conversations. L'absence de plan d'accompagnement pour aider les Togolais à faire face à cette hausse est le principal reproche fait au gouvernement. La plupart craint une flambée des prix. Les tarifs des déplacements ont déjà suivi les prix à la pompe. Pourtant, les moyens de transport les plus courus et les plus économiques restent le taximoto et le taxi. Les transports en commun (les bus) sont quasiment inexistantes à Lomé.

Le Togo n'a plus les moyens de poursuivre sa « politique de subvention »

En réponse à ces blocages, des policiers ont été déployés mardi dans les principaux quartiers notamment à Casablanca, Bé, Agoé, Hanoukopé ou encore à Adidogomé. Les deux derniers sont encore inondés par les récentes pluies diluviennes. A Adidogomé, durant plus de trente minutes, un face à face entre forces de l'ordre et manifestants a paralysé l'une des rues du quartier. Les jets de pierres répondant aux jets de grenades lacrymogènes. Les policiers ont procédé à plusieurs arrestations. « Ils ont frappés des manifestants zémidjans qui stationnaient au bord de la route devant nos yeux », affirme un témoin de la scène. « C'est pourquoi les jeunes ont réagi vivement. »

Dans le quartier de Tokoin-Hôpital, des échauffourées ont été également signalées. De même, un confrère du journal Golfe Info a été violemment molesté dans ce secteur par les forces de l'ordre alors qu'il réalisait son reportage. Une radio privée a également annoncé ce mardi un bilan faisant état de plusieurs morts parmi les manifestants et un blessé grave parmi les gendarmes. Un communiqué du ministère togolais de la Sécurité faisait lui état d' « un mort et de quelques blessés par balles dans le quartier Agoè », situé en banlieue nord de Lomé. Selon ce document officiel, la police a ouvert le feu quand les manifestants ont tenté d'attaquer une agence bancaire. Plus loin, à Hanoukopé, des pneus ont été incendiés. Les traces sont encore visibles.

Depuis 2002, Lomé ajuste automatiquement ses prix à la pompe à ceux des cours mondiaux. Mais, l'État n'a pas toujours tenu compte des baisses des cours du pétrole et du dollar. Pour justifier ce nouveau coup dur pour les populations, le gouvernement évoque les tendances mondiales et ses difficultés à continuer sa « politique de subvention ». Il y a actuellement « une hausse conjuguée de 33% des prix du pétrole de référence, le Brent de Rotterdam, et la hausse du cours du dollar », a expliqué Kokou Gozan, ministre du Commerce. « L'État n'a pas les moyens de sa politique de subvention, il faut donc s'orienter vers une politique de vérité des prix », a-t-il poursuivi. Les manifestants, déterminés, ne l'entendent pas de cette oreille. Ils continuent de manifester alors que les bruits de jets de bombes lacrymogènes sont toujours perceptibles à différents endroits de la ville. Toujours pas de taxis ce mercredi. Le mouvement a été reconduit.

AFRISCOOP.COM

Social Fronde sociale Togo | Soulèvement populaire à Lomé : un mort et plusieurs blessés



Barricades de pneus dans une rue de Lomé Mercredi 23 juin 2010 par [Maxime DOMEGNI](#), © AfriSCOOP

(AfriSCOOP Lomé) — La répression d’une grève des transporteurs contre la hausse des prix des produits pétroliers a mal tourné à Lomé mardi, a constaté un journaliste d’AfriSCOOP. Bilan provisoire : un mort et plusieurs blessés.

Ambiance électrique mardi dans la capitale togolaise. Les conducteurs de taxi et de taxi moto ont organisé un mouvement d’humeur contre la hausse des produits pétroliers décidée vendredi par le gouvernement. Dès les premières heures de la journée, des barricades de fortune (pneus enflammés, tables, poubelles...) sont érigées sur toutes les artères de la capitale. La nationale N°1 qui relie Lomé à l’intérieur du pays et au Sahel a été bloquée. Celle menant vers l’Est à la frontière du Bénin a été aussi fortement perturbée. « Nous n’en pouvons plus de cette situation. Alors que nous tirons le diable par la queue, le pouvoir se permet d’augmenter le prix de l’essence », affirme à AfriSCOOP, un jeune conducteur de taxi moto communément appelé Zémidjan.

Vendredi, le gouvernement a revu à la hausse le prix des pétroliers dans le pays. Désormais, il faut déboursier 580 FCFA contre 505 FCFA précédemment pour s’approvisionner en litre du super sans plomb. Le gasoil coûte 575 FCFA contre 500 FCFA auparavant. Le pétrole lampant, 475 FCFA contre 390 FCFA. Seul le gaz butane conserve son prix fixé à 3500 la bouteille de 12,5 kg. D’où le mécontentement général dans ce petit pays de l’Afrique de l’ouest majoritairement pauvre (plus de 60% de la population). De violents affrontements entre forces de l’ordre et manifestants ont alors eu lieu à coups de grenades lacrymogènes et de jets de projectiles. En fin de journée, une radio privée de la capitale a annoncé plusieurs morts dans les rangs des manifestants et un blessé grave parmi les gendarmes. Mais, un communiqué du ministère de la Sécurité parle plutôt d’« un mort et de quelques blessés par balles dans le quartier Agoè » (périphérie nord de la capitale). Selon ce document officiel, la police a ouvert le feu quand les manifestants ont tenté d’attaquer une agence bancaire. Dans la matinée, des affrontements ont également éclaté aux alentours du tribunal de Lomé. Les forces de l’ordre ont repoussé les militants de l’opposition venus soutenir le parti Organisation pour bâtir dans l’union un Togo solidaire (Obuts). Son président, l’ancien Premier ministre Agbéyomé Kodjo est poursuivi en justice par deux membres « démissionnaires ». Le procès a été renvoyé sine die. Pendant ce temps au centre ville, des employés du premier opérateur de téléphonie mobile, Togocel qui ont voulu également manifester à la devanture de cette société pour réclamer des droits, ont été vite dispersés.

Et dire que le personnel hospitalier qui a accordé, mardi, un sursis d’un jour au gouvernement togolais, menace de rentrer lui-aussi en débrayage à partir de mercredi.



Social Santé Hôpitaux La grève reportée à demain 23 juin au Togo

6/22/2010 - Les syndicats des hospitaliers ont reporté in extremis leur grève de trois jours qui devrait commencer ce matin. Selon le Dr Dosseh, le chef des syndicats et grand meneur de cette grève, le ministre de la santé, M. Comlan Mally a sollicité une rencontre en vue d'une négociation.

Au cas où les négociations n'aboutissent pas, «la grève commencera demain », a annoncé un proche de la délégation à la rédaction du MO5-Togo.com .

Les hospitaliers dénoncent les conditions de travail, les bas salaires et le non-paiement des primes de garde. La grève de trois jours devrait avoir lieu sur toute l'étendue du territoire national.



Société Togo Des prisonniers de Lomé s'initient à l'artisanat



Publié le 24. juin, 2010 par [Voice of America](#) dans la catégorie [Monde](#)

L'ONG Fraternité des prisons plaide pour que des moyens soient mis à la disposition du prisonnier afin qu'il apprenne à se prendre en charge honnêtement à l'issue de son séjour dans l'univers carcéral.

Couture, vannerie, tissage de pagne traditionnels.. des ateliers manuels viennent d'être ouverts à la prison civile de Lomé. Il s'agit d'occuper les pensionnaires de la prison mais aussi de faciliter leur réinsertion sociale à leur sortie. L'expérience devrait être étendue à toutes les prisons du Togo, nous dit notre correspondante Kayi Lawson.

« L'oisiveté est mère de tous les vices », rappelle le Directeur de l'administration pénitentiaire du Togo, M. Kodjo Gnambi Garba, ajoutant que les prisonniers n'ayant rien à faire, « ils apprennent à faire plus de dégâts ».

L'ONG Fraternité des prisons plaide pour que des moyens soient mis à la disposition du prisonnier afin qu'il apprenne à se prendre en charge honnêtement à l'issue de son séjour dans l'univers carcéral. Cette ONG a initié divers ateliers de couture, de tissage de pagnes traditionnels et de vannerie, a indiqué son directeur exécutif, Pasteur Martin Anani. « Notre objectif est de lutter contre l'oisiveté dans les milieux carcéraux, de préparer les détenus à la réinsertion sociale, de canaliser les différents talents au sein de la prison pour la promotion des activités génératrices de revenus », a-t-il déclaré, ajoutant qu'il s'agit aussi de « valoriser ces talents. »

**Sports Mondial 2010 Le triste spectacle du ballon rond**

Dans une chronique, Matei Visniec, dramaturge roumain établi à Paris, considère que le culte du football nous fournit aujourd'hui, entre religion et mercantilisme médiatique, une représentation des aspects les plus obscurs de l'humanité.

23.06.2010 | presseurop.eu

Le spectacle planétaire offert par la Coupe du monde ressemble à celui qui existait à une certaine époque de l'Empire romain, quand la foule demandait aux empereurs de leur donner du pain et du cirque. Ces derniers achetaient en effet la paix sociale en offrant du pain et d'interminables luttes de gladiateurs... Aujourd'hui on pourrait bien dire que la foule a renoncé au pain. Elle ne veut plus que du cirque. Les compétitions sportives internationales s'enchaînent mais, parmi tous les sports, le football est devenu la drogue la plus puissante, source primitive d'émotion, de délire individuel et collectif, palliatif du vide existentiel. Le phénomène a pris des formes si monstrueuses et surprenantes qu'il est devenu sujet d'étude pour les sociologues, les philosophes, les psychologues et autres essayistes.

Paul Yonnet, auteur d'un livre intitulé "[*Une main en trop*](#)" [éd. de Fallois], se pose quelques questions extrêmement intéressantes. Le football est-il un moyen par lequel on peut stimuler l'amitié et la compréhension entre les peuples ? Selon lui, le ballon rond ne contribue ni au rapprochement humain, ni à une meilleure connaissance de l'autre, ni au dépassement des préjugés culturels, ni à la promotion de l'esprit de tolérance... Les compétitions internationales sont destinées, depuis les Jeux olympiques de l'Antiquité, à mettre en valeur les identités, écrit Paul Yonnet, la victoire consacre la métamorphose des joueurs en héros nationaux, la défaite devient une tragédie nationale. Toutes les frustrations historiques et coloniales, toutes les humiliations sociales sont aujourd'hui projetées dans les compétitions sportives internationales, comme si celles-ci étaient l'occasion d'une revanche existentielle...

Paul Yonnet constate avec une infinie tristesse que ces confrontations sont nécessaires. Comment pourrions-nous, autrement, montrer une certaine partie invisible de nous-mêmes ? Quand les spectateurs hurlent, pleurent, déchirent leurs vêtements, s'embrassent au comble du bonheur, dansent dans les rues une nuit entière après une victoire ou tombent ivres morts après une défaite, quand les amateurs de football font toutes ces choses, eh bien, tous ces comportements sont révélateurs de la complexité de l'être humain. Les spécialistes affirment que le football est pratiqué dans le monde par 250 millions de personnes. Sans compter les millions d'enfants et adolescents africains et sud-américains qui courent désespérément après le ballon, poursuivant le rêve d'être exportés en Europe.

Qui pense encore que pour chaque joueur africain recruté par une équipe européenne, des dizaines de candidats malheureux restent à avaler la poussière de leur pays, avec désespoir. Ce sport est en effet leur unique chance de sortir de la misère. Comment est-il possible que le football devienne pour de plus en plus de gens une question de vie ou de mort ? Voilà une question qui devrait nous inquiéter. Comment se fait-il que le football soit devenu une sorte d'orgasme collectif ? Comment peut-on croire dans le football comme dans une religion tout en sachant qu'il se nourrit de beaucoup d'argent et de manipulations médiatiques grossières ? Mystère. Mais le frisson que procure ce sport quand arrive la compétition est incomparable...

Il semblerait que Marguerite Duras ait questionné un jour Michel Platini sur "*le secret de ce jeu*" pour savoir s'il était "*démoniaque ou divin*". L'idole de milliers de supporters lui aurait répondu de manière assez sibylline : "*le football est tout simplement un jeu aimé parce qu'il ne contient aucune vérité.*" Voilà peut-être la plus intéressante définition du football. Nous l'aimons parce qu'il n'a aucune relation avec la réalité ou avec la vérité. Il est en relation seulement avec le côté le plus obscur de nous-mêmes.

Note : Matei Visniec, article publié à l'origine sur le site de RFI Roumanie

Le Togolais Numérique

TIC Ouvrir le débat sur la gouvernance de l'Internet au Togo

Les technologies de l'Information et de la communication numérique plus connues sous l'acronyme TIC, se sont peu à peu diffusées dans les différents secteurs de la vie des togolais depuis bientôt près de 15 ans. En effet, l'avènement de l'Internet en 1997 grâce à la compagnie privée CAFE Informatique et Télécommunications, va lancer le pays sur les chantiers de la révolution dite numérique, et mobiliser différents acteurs majeurs parmi lesquels l'État, le secteur privé, et dans une moindre mesure la société civile togolaise. Ainsi, en moins de 10 ans, le Togo va expérimenter différentes technologies d'accès à l'Internet et promouvoir une certaine amélioration des conditions d'accès à cette ressource et son utilisation.

Très rapidement, il apparaît que les usages des TICs, en particulier de l'Internet, semblent se développer au Togo sans un cadrage politique approprié, voire dans un contexte de méconnaissance du rôle précis des différents acteurs et de leur implication réel dans le processus de développement du réseau. Aussi, plus de 10 ans après l'arrivée du réseau sur le territoire togolais, il semble opportun et nécessaire de favoriser l'émergence d'un cadre de discussions pour questionner l'état actuel de notre réseau, et surtout son devenir, en explorant différents enjeux et problématiques qui apparaissent de plus en plus prégnants avec l'augmentation du nombre d'utilisateurs sur le réseau national et surtout la diversification des usages qui s'y développent.

Questionner l'état actuel de l'Internet au Togo et son devenir, revient à parler sans détours de son utilisation, de sa gestion, et de façon plus étendue, de sa gouvernance. Dans la perspective de la société de l'information, la gouvernance de l'Internet apparaît comme « l'élaboration et l'application par les États, le secteur privé et la société civile, dans le cadre de leur rôles respectifs, de principes, normes, règles, procédures de prise de décision et programmes communs propres à modeler l'évolution et l'utilisation de l'Internet »[1].

En 2005, la phase de Tunis du Sommet Mondial sur la Société de l'Information préconise et encourage la mise en place d'un Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI). Le FGI sera ainsi créé par l'Organisation des Nations Unies (ONU) avec un mandat de 5 ans pour servir de plateforme à « un processus impliquant de multiples parties prenantes, dans lesquels les utilisateurs et les consommateurs d'information décident, à l'échelle mondiale, de s'entendre sur une série de lignes directrices fondamentales touchant à des sujets tels que la sécurité, la protection de la vie privée et l'efficacité »[2].

C'est ainsi que le FGI s'est réuni annuellement en 2006 à Athènes (Grèce), en 2007 à Rio de Janeiro (Brésil), en 2008 à Hyderabad (Inde), et en 2009 à Charm-El-Cheik (Égypte). La tenue du FGI en 2010 est prévue en septembre prochain à Vilnius (Lituanie). Voilà donc cinq ans que le FGI sert de « grande messe » pour débattre du futur de l'Internet avec une participation Africaine mitigée. Cinq ans que le FGI se déroule sans que le Togo ne dispose de son propre mécanisme national de discussions des questions liées au réseau Internet et à son devenir, en prenant en compte les spécificités du contexte local et les besoins locaux.

Ouvrir le débat sur la gouvernance de l'Internet au Togo est un pari, mieux, un défi que la société civile togolaise doit relever en réunissant les différentes parties prenantes impliquées dans le développement du réseau, afin d'asseoir les bases consensuelles d'un réseau robuste, sécurisé, et fiable.

[1] Définition tirée du document du président du sous comité A (Gouvernance de l'Internet) du PrepCom-3, Genève 2005.

[2] Yoshio Utsumi, « L'après-Tunis: ce que nous attendons », Nouvelles de l'IUT, novembre 2005.

LE TEMPS U-E Herman Van ROMPUY se profile comme l'interlocuteur clé de l'UE

[Richard Werly](#)



Herman Van Rompuy. Le pt Conseil européen représentera l'Europe à Toronto.

vendredi 25 juin 2010

Le président du Conseil européen veut rationaliser la présence des Vingt-Sept dans les grandes réunions internationales. Si possible à son profit «Si nous voulons préserver l'entièreté de nos capacités et défendre les intérêts et les valeurs de l'Europe dans le monde, il nous faudra à tout le moins mieux nous organiser.»

A la veille du G20 de Toronto, où la surreprésentation de l'UE fait de nouveau jaser, Herman Van Rompuy a pris les devants. Mardi à La Haye (Pays-Bas), le président du Conseil européen a clairement dit qu'il comptait se pencher davantage sur la politique extérieure de l'Union. Une nécessité à l'heure où, selon l'ancien premier ministre belge, «l'Europe ne pourra que s'amoinrir dans les deux ou trois décennies à venir, au niveau tant économique que démographique et politique». Le sommet sur le réchauffement climatique de Copenhague avait montré les limites de l'UE face à ses grands partenaires. Le cas du G20 est encore plus éloquent. A Toronto, pas moins de sept dirigeants la représenteront: les chefs d'Etat ou de gouvernement français, allemand, italien et britannique; le premier ministre espagnol, José Luis Zapatero – dont le pays assume la présidence tournante –, le président de la Commission, José Manuel Barroso, et Herman Van Rompuy. Sans compter ceux qui réclament d'en être, comme les Pays-Bas, dont le chef du gouvernement, Jan Peter Balkenende, grand perdant des élections du 9 juin, a néanmoins cette fois fait profil bas. L'agenda du G20 de Toronto, et la situation économique mondiale, plaident en plus contre cette dispersion, dont le coût est prohibitif. A raison d'une dizaine de conseillers chacun, les sept Européens entraînent derrière eux près de 100 personnes.

«Une seule voix»

Rien qu'en matière de communication, MM. Barroso et Van Rompuy – qui devaient donner jeudi soir une conférence de presse commune – sont assistés par quatre porte-parole. Pas de quoi être fiers, alors que l'UE a, depuis la crise grecque, fait de la «gouvernance» sa devise. Et que le sommet européen du 17 juin a encore rappelé «la nécessité urgente de renforcer la coordination des politiques économiques» des Vingt-Sept. Or le mieux placé pour incarner cette rationalisation est Herman Van Rompuy. Chargé par les pays membres d'animer une task force sur la gouvernance qui rendra ses conclusions en octobre, celui-ci a, contrairement à José Manuel Barroso, l'avantage d'occuper une fonction créée par le Traité de Lisbonne à la fois pour représenter les Etats, et assurer le suivi des travaux de leurs dirigeants. Il aura en plus, à partir du 1er juillet, l'avantage tactique d'être secondé par une présidence semestrielle belge peu soucieuse de lui faire de l'ombre et il pourrait aussi profiter de la volonté, exprimée par Nicolas Sarkozy, de hisser le conseil Ecofin au niveau des chefs de gouvernement. L'habile politicien flamand a d'ailleurs prévenu, avant de partir pour Toronto, que les Européens «devront s'y exprimer d'une seule voix». Ce dont s'était félicité en avril le directeur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy, habitué dans son instance à travailler avec la Commission qui représente les Vingt-Sept: «Je suis certain que c'est à cela que Herman Van Rompuy veut parvenir», avait-il déclaré. Car, dans le cas contraire, «cela ne marchera pas pour l'UE».